

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204125]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, notamment l'article 3, 10°;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes au catalogue national;

Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1974 fixant la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 25 mars 1952;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 1975 réglant la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1979 réglant la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de légumes;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mars 1983 fixant la procédure d'introduction des demandes d'inscription de variété aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles ou de légumes;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 19 septembre 2013, approuvée le 4 octobre 2013;

Vu l'avis n° 54.787/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose :

1° la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

2° la Directive 2003/90/CE de la Commission du 6 octobre 2003 établissant des modalités d'application de l'article 7 de la Directive 2002/53/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés des espèces de plantes agricoles telle que modifiée en dernier lieu par la Directive d'exécution 2013/57/UE de la Commission du 20 novembre 2013;

3° la Directive 2003/91/CE de la Commission du 6 octobre 2003 établissant des modalités d'application de l'article 7 de la Directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères devant être couverts au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés des espèces de légumes telle que modifiée en dernier lieu par la Directive d'exécution 2013/57/UE de la Commission du 20 novembre 2013;

4° la Directive d'exécution 2013/57/UE de la Commission du 20 novembre 2013 modifiant les Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE établissant des modalités d'application des articles 7 des Directives du Conseil 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles et de légumes.

Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles : le catalogue établi par l'article 1^{er}, § 2, de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

2° catalogue commun des variétés des espèces de légumes : le catalogue établi par l'article 3, § 3, de la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes;

3° dispositions officielles : les mesures qui sont prises par une des instances ou personnes suivantes :

a) par les autorités d'un Etat;

b) sous la responsabilité d'un Etat, par des personnes morales de droit public ou privé;

c) pour des activités auxiliaires également sous contrôle d'un Etat, par des personnes physiques assermentées;

4° le catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles : le catalogue composé des variétés inscrites au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles établi par l'article 3 et les variétés des espèces de plantes agricoles inscrites aux catalogues de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale;

5° le catalogue national des variétés des espèces de légumes : le catalogue composé des variétés inscrites au catalogue des variétés des espèces de légumes, établi par l'article 4 et les variétés des espèces de légumes inscrites aux catalogues de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale;

6° le Comité : le Comité wallon pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et du catalogue des variétés des espèces de légumes, institué par l'article 5;

7° le Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

8° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture.

L'alinéa 1^{er}, 3°, s'applique à condition que les personnes mentionnées aux b) et c) ne recueillent pas un profit particulier du résultat des dispositions officielles.

CHAPITRE II. — *Etablissement des catalogues*

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté établit un catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles qui sont admises officiellement à la certification et à la commercialisation conformément à :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

5° l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre.

Les variétés sont admises par le Service au catalogue des espèces de plantes agricoles, sur avis du Comité. Le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles constitue la contribution de la Région wallonne au catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles. Le catalogue peut être consulté par toute personne.

§ 2. Les variétés, telles les lignées inbred et hybrides, destinées uniquement à servir de composants pour les variétés finales sont admises au catalogue des variétés des espèces agricoles seulement dans la mesure où les semences qui leur appartiennent sont commercialisées sous leurs noms. La disposition s'applique aussi aux variétés composantes de céréales autres que le maïs, eu égard aux semences destinées à la certification sur le territoire wallon. Les variétés composantes sont indiquées comme telles dans le catalogue.

§ 3. Le Service décide, sur avis du Comité, d'admettre au catalogue une variété admise au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Dans ce cas, les obligations prévues à l'article 9, à l'article 15, § 4, à l'article 16, 2°, et à l'article 16, 4° à 7°, ne sont pas d'application.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux variétés des espèces de plantes agricoles dont il est prouvé que les semences ou plants sont destinés à l'exportation vers des pays non membres de l'Union européenne.

Art. 4. § 1^{er}. Le présent arrêté établit un catalogue des variétés des espèces de légumes admises à la certification, au contrôle en tant que « semences standard » et à la commercialisation conformément à :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de légumes et des semences de chicorée industrielle;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 relatif à la production et à la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences.

Les variétés sont admises par le Service au catalogue des espèces de légumes, sur avis du Comité. Le catalogue des variétés des espèces de légumes constitue la contribution de la Région wallonne au catalogue national des variétés des espèces de plantes de légumes. Le catalogue peut être consulté par toute personne.

§ 2. Le catalogue des variétés des espèces de légumes est subdivisé selon :

1° les variétés dont les semences sont soit :

a) certifiées en tant que « semences de base » ou « semences certifiées »;

b) contrôlées en tant que « semences standard »;

2° les variétés dont les semences sont uniquement contrôlées en tant que « semences standard ».

§ 3. Les semences de légumes sont certifiées, contrôlées en tant que « semences standard » et commercialisées seulement si leur variété est officiellement admise dans au moins un des Etats membres de l'Union européenne.

§ 4. Le Service décide, sur avis du Comité, d'admettre au catalogue une variété admise au catalogue commun des variétés des espèces de légumes ou au catalogue d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Dans ce cas, les obligations prévues à l'article 9, à l'article 15, § 4, et à l'article 16, 3° à 7°, ne sont pas d'application.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux variétés des espèces de légumes dont il est prouvé que les semences sont destinées à l'exportation vers des pays non membres de l'Union européenne.

Art. 5. Un Comité pour l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et l'élaboration du catalogue des variétés des espèces de légumes est institué. Il est chargé de transmettre au Service, sous forme d'avis motivé, ses propositions en matière d'admission, de maintien ou de radiation des variétés aux catalogues. Le Comité est composé :

1° d'un représentant de l'Université Catholique de Louvain - Earth and Life Institute, ou de son suppléant;

2° d'un représentant de l'Université de Liège - Gembloux Agro Bio Tech, ou de son suppléant;

3° de deux représentants du Centre wallon de Recherches Agronomiques ou de leur suppléant;

4° de deux représentants du Service, qui en assurent la présidence et le secrétariat;

5° d'un représentant du centre d'expérimentation qui, pour la variété soumise à l'avis du Comité, a réalisé les essais officiels visés à l'article 9;

6° d'un représentant du centre pilote, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 2004 concernant l'agrément de Centres pilotes pour le développement et la vulgarisation en agriculture, du secteur de production concerné par la variété soumise à l'avis du Comité.

Le Ministre nomme les membres du Comité visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°. Le Comité établit un règlement d'ordre intérieur pour son fonctionnement et le soumet à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE III. — *Critères d'admission aux catalogues*

Art. 6. § 1^{er}. Une variété n'est admise dans un des catalogues visés aux articles 3 et 4 que si elle est distincte, stable et suffisamment homogène.

Une variété admise au catalogue des variétés des espèces agricoles ou une variété de chicorée industrielle admise au catalogue des variétés des espèces de légumes possède une valeur culturelle et d'utilisation satisfaisante.

§ 2. Un examen de la valeur culturelle et d'utilisation n'est pas nécessaire pour :

1° l'admission de graminées, si l'obteneur déclare que les semences de sa variété ne sont pas destinées à être utilisées en tant que plantes fourragères;

2° l'admission des variétés dont les semences sont destinées à être commercialisées dans un autre Etat membre les ayant admises compte tenu de leur valeur culturelle et d'utilisation;

3° l'admission de variétés, telles les lignées inbred et hybrides, utilisées exclusivement comme composants de variétés hybrides satisfaisant aux exigences du paragraphe 1^{er}.

Dans le cas de variétés visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Ministre est habilité à décider, en se conformant aux décisions de l'Union européenne, que les variétés apparaissent, lors d'un examen approprié, comme convenant à l'usage auquel elles sont déclarées être destinées. Dans de tels cas, les conditions de l'examen sont fixées.

§ 3. Une variété génétiquement modifiée est admise uniquement si sa mise sur le marché a été autorisée conformément à la législation européenne en vigueur applicable aux organismes génétiquement modifiés et aux textes qui la transposent.

§ 4. Dans l'intérêt de la conservation des ressources génétiques des plantes, le Ministre est habilité à décider, en se conformant aux décisions de l'Union européenne, de critères d'admission relatifs à la distinction, la stabilité et l'homogénéité qui s'écartent des critères visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. Une variété est distincte si, quelle que soit l'origine, artificielle ou naturelle, de la variation initiale qui lui a donné naissance, elle se distingue nettement par un ou plusieurs caractères importants de toute autre variété connue dans l'Union européenne. Les caractères sont reconnus avec précision et décrits avec précision.

Une variété connue dans l'Union européenne est toute variété qui, au moment où la demande d'admission de la variété à juger est dûment introduite, soit :

1° figure au catalogue commun des variétés des espèces agricoles ou au catalogue commun des variétés des espèces de plantes de légumes;

2° sans figurer à un desdits catalogues, est admise ou en demande d'admission, en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne, soit à la certification et à la commercialisation, soit à la certification pour d'autres pays, soit au contrôle en tant que semences standard.

L'alinéa 2 s'applique sauf si les conditions visées aux 1° et 2° ne sont plus remplies dans tous les Etats membres concernés avant la décision sur la demande d'admission de la variété à juger.

§ 2. Une variété est stable si, à la suite de ses reproductions ou multiplications successives ou à la fin de chaque cycle, lorsque l'obtenteur a défini un cycle particulier de reproductions ou de multiplications, elle reste conforme à la définition de ses caractères essentiels.

§ 3. Une variété est suffisamment homogène si les plantes qui la composent - abstraction faite des rares aberrations - sont, compte tenu des particularités du système de reproduction des plantes, semblables ou génétiquement identiques pour l'ensemble des caractères retenus à cet effet.

§ 4. Une variété possède une valeur culturale ou d'utilisation satisfaisante si, par rapport aux autres variétés admises dans le catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles ou le catalogue national des variétés des espèces de légumes, elle représente, par l'ensemble de ses qualités, au moins pour la production dans une région déterminée, une nette amélioration soit pour la culture, soit pour l'exploitation des récoltes ou l'utilisation des produits qui en sont issus. Une infériorité de certaines caractéristiques peut être compensée par d'autres caractéristiques favorables.

Art. 8. Les variétés provenant d'autres Etats membres sont soumises, notamment en ce qui concerne la procédure d'admission, aux mêmes conditions que celles appliquées aux variétés visées aux articles 3 et 4.

Art. 9. § 1^{er}. L'admission d'une variété au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de légumes est le résultat d'examens officiels effectués notamment en culture et portant sur un nombre suffisant de caractères pour permettre de décrire la variété. Les méthodes employées pour la constatation des caractères sont précises et fidèles. Pour établir la distinction, les examens en culture incluent au moins les variétés comparables disponibles, connues dans l'Union européenne au sens de l'article 7, § 1^{er}. Pour l'application des obligations de l'article 15 qui concernent la nomenclature, d'autres variétés comparables disponibles sont incluses.

Dans le cas de variétés dont les semences sont contrôlées uniquement en tant que semences standard, les résultats d'examens non officiels et les enseignements pratiques recueillis au cours de la culture peuvent également être pris en considération, en relation avec les résultats d'un examen officiel, sauf dispositions contraires de l'Union européenne.

Le Service fait exécuter les examens officiels.

§ 2. Les caractères sur lesquels doivent au moins porter les examens pour les différentes espèces et les conditions minimales concernant l'exécution des examens sont fixés à l'article 10.

§ 3. Lorsque l'examen des composants généalogiques est nécessaire à l'étude des hybrides et variétés synthétiques, les résultats de l'examen et la description des composants généalogiques sont, si l'obtenteur le demande, tenus confidentiels.

§ 4. Une variété destinée à être utilisée dans des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux, tels que définis aux articles 2 et 3 du Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, est admise seulement si elle a été autorisée conformément à la législation en vigueur.

Art. 10. § 1^{er}. Les examens officiels effectués en vue de l'admission aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, pour l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité, portent :

1° en ce qui concerne les espèces reprises dans l'annexe 1^{re}, sur les exigences reprises dans les « protocoles pour la conduite de l'examen des caractères distinctifs, de la stabilité et de l'homogénéité », formulés par le conseil d'administration de l'Office communautaire des Variétés végétales dénommé O.C.V.V., dont la liste figure dans la même annexe 1^{re};

2° en ce qui concerne les espèces reprises dans l'annexe 2, sur les principes directeurs pour la conduite de l'examen des caractères distinctifs, de la stabilité et de l'homogénéité, formulés par l'Union internationale pour la Protection des Obtentions végétales dénommée U.P.O.V., dont la liste figure dans la même annexe 2.

§ 2. Tous les caractères variétaux au sens du paragraphe 1^{er}, 1°, et tout caractère marqué d'un astérisque dans les principes directeurs visés au paragraphe 1^{er}, 2°, sont utilisés, pour autant que l'observation d'un caractère ne soit pas rendue impossible par l'expression d'un autre caractère et que l'expression d'un caractère ne soit pas entravée par les conditions environnementales dans lesquelles l'examen est conduit.

Pour les espèces figurant aux annexes 1^{re} et 2, les exigences minimales applicables à la conduite des examens pour ce qui a trait aux conditions d'essai et de culture, telles qu'elles sont fixées dans les principes directeurs visés aux annexes 1^{re} et 2, sont remplies au moment des examens.

§ 3. En ce qui concerne l'examen de la valeur culturale et d'utilisation, les examens officiels effectués en vue de l'admission au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles portent sur les caractères énumérés à l'annexe 3, sans préjudice de l'article 6, § 2.

§ 4. Le Ministre modifie les annexes 1^{re}, 2 et 3, et prend toute disposition nécessaire en vue d'adapter la nature, la procédure ou la durée des examens officiels pour l'admission aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, en vue de conformer à l'évolution de la législation de l'Union européenne. Les protocoles et principes directeurs mentionnés aux annexes 1^{re} et 2 sont d'application à partir du 1^{er} juillet 2014 et s'appliquent aussi aux essais entamés avant le 1^{er} juillet 2014.

CHAPITRE IV. — Procédure d'inscription aux catalogues

Art. 11. Une variété est admise au catalogue des variétés uniquement si une demande a été introduite à cette fin. Lors du dépôt de la demande d'admission d'une variété, le demandeur indique si celle-ci a déjà fait l'objet d'une demande dans un autre Etat membre qu'il précise, en Région flamande ou Région de Bruxelles-Capitale. Le demandeur indique le résultat de cette demande.

Art. 12. § 1^{er}. La demande d'inscription d'une variété au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de légumes est adressée au Service. La demande est introduite en triple exemplaire sur un formulaire mis à disposition par le Service, soit par :

- a) l'obtenteur ou son ayant cause, ci-après appelé « le demandeur »;
- b) un mandataire domicilié en Belgique.

Si le demandeur n'est pas domicilié en Belgique ou s'il y a plusieurs demandeurs, un mandataire de la demande domicilié en Belgique est désigné. Si un mandataire de la demande a été désigné, tous les actes administratifs du Service sont adressés au mandataire de la demande. Le demandeur désigne la ou les personnes responsables de la sélection conservatrice.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas à la demande d'inscription d'une variété entrant dans le champ d'application de :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} répond aux conditions et s'effectue selon les modalités établies par les textes visés à l'alinéa 1^{er} et leurs arrêtés d'application.

Art. 13. § 1^{er}. La demande d'inscription est valable aux conditions cumulatives suivantes :

1° elle comprend les données visées à l'article 14, et est introduite avant la date fixée par espèce par le Service;

2° les conditions de paiement des rétributions dues conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, ont été remplies.

§ 2. La demande d'inscription est considérée comme renoncée si les conditions fixées au paragraphe 1^{er} ne sont pas remplies, si le matériel d'essai relatif à la demande n'est pas envoyé au centre d'expérimentation dans le délai fixé par le Service ou si le matériel ne répond pas aux conditions fixées à l'article 14, § 2.

Art. 14. § 1^{er}. La demande d'inscription comprend :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur, de l'obtenteur, le cas échéant du mandataire;
- 2° le nom et l'adresse de la ou des personnes responsables de la sélection conservatrice;
- 3° si un mandataire de la demande a été désigné, le mandat;
- 4° le nom de l'espèce à laquelle appartient la variété;
- 5° la référence provisoire qui identifie la variété et, le cas échéant, une dénomination proposée ou la dénomination déjà approuvée ou proposée dans un autre Etat;
- 6° la description de la variété, qui reprend au moins les caractéristiques demandées dans les questionnaires techniques des protocoles ou principes directeurs d'examen visés à l'article 10;
- 7° les caractéristiques de la variété qui la distinguent des variétés déjà connues et une description de la manière selon laquelle la variété a été obtenue ou trouvée;
- 8° tous documents et renseignements susceptibles de préciser la demande ou d'être utiles à l'examen de la variété;
- 9° sans préjudice de l'application de l'article 11, le cas échéant, la preuve qu'une demande d'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité, tel que visé à l'article 10, a été introduite soit :
 - a) auprès de l'autorité compétente d'un autre Etat membre, de la Région flamande ou de la Région de Bruxelles-Capitale;
 - b) dans le cadre d'une demande du droit d'obtention auprès d'autre Etat membre, de la Région flamande ou de la Région de Bruxelles-Capitale ou de l'Office communautaire des Variétés végétales;
- 10° l'autorisation d'échanger toute information et matériel utile relatif à la variété avec les autorités compétentes de tout autre Etat membre de l'Union européenne ou les services compétents de l'Office communautaire des Variétés végétales.

La suite réservée à la demande visée à l'alinéa 1^{er}, 9°, est communiquée au Service et fait partie intégrante du dossier d'inscription de la variété.

§ 2. Le matériel d'essai correspondant à la demande d'inscription répond au minimum aux conditions décrites dans les protocoles ou principes directeurs d'examen visés à l'article 10. En concertation avec le centre d'expérimentation réalisant les examens, le Service fixe les quantités et les exigences particulières auxquelles le matériel et l'emballage répondent. Le matériel d'essai est envoyé, aux frais du demandeur, au centre d'expérimentation désigné par le Service. Les dates limites de réception du matériel d'essai sont fixées par le Service.

§ 3. Le Ministre est habilité à modifier les articles 12, 13 et 14 concernant la procédure d'inscription aux catalogues en vue de répondre aux exigences fixées par les instances internationales, d'adapter les procédures aux demandes motivées du secteur semencier, des centres d'expérimentation ou du Comité.

CHAPITRE V. — *Gestion de l'information*

Art. 15. § 1^{er}. Le Service assure la publication officielle du catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et du catalogue des variétés des espèces de légumes, accompagnées du nom du ou des responsables de la sélection conservatrice. Lorsque plusieurs personnes sont responsables de la sélection conservatrice d'une variété, la publication de leur nom n'est pas indispensable. Dans le cas où la publication n'en est pas faite, le catalogue indique que le Service tient à disposition la liste des noms des responsables de la sélection conservatrice.

§ 2. Une variété admise au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de légumes porte, dans la mesure du possible, la même dénomination que dans les autres Etats membres de l'Union européenne. S'il est connu que des semences ou plants d'une variété sont commercialisés dans un autre pays sous une dénomination différente, la dénomination différente est également indiquée dans le catalogue.

§ 3. Une variété qui, compte tenu des informations disponibles, ne se distingue pas nettement d'une variété qui était admise dans un autre Etat membre ou d'une autre variété sur laquelle un jugement a été porté en ce qui concerne la distinction, la stabilité et l'homogénéité selon des règles correspondant à celles du présent arrêté, sans pour autant être une variété connue dans l'Union européenne au sens de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, porte la dénomination de la variété admise dans l'autre Etat membre ou de la variété sur laquelle un jugement a été porté en ce qui concerne la distinction, la stabilité et l'homogénéité.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable si la dénomination est susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion, en ce qui concerne la variété, ou si d'autres faits, en vertu de l'ensemble des dispositions de l'Etat membre concerné régissant les dénominations variétales, s'opposent à son utilisation, ou si un droit d'un tiers entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété.

§ 4. Pour chaque variété admise, le Service établit un dossier dans lequel figurent une description de la variété et un résumé clair de tous les faits sur lesquels l'admission est fondée. La description des variétés se réfère aux plantes issues directement de semences ou de plants de la catégorie « semences et plants certifiés » ou de la catégorie « semences standard ».

§ 5. Les variétés génétiquement modifiées sont clairement indiquées comme telles dans le catalogue où elles sont admises. Toute personne commercialisant une telle variété indique clairement dans son catalogue de vente que la variété est génétiquement modifiée.

§ 6. En ce qui concerne l'éligibilité d'une dénomination variétale, l'article 63 du Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales est d'application. Des dispositions détaillées sont établies dans le règlement (CE) n° 637/2009 de la Commission du 22 juillet 2009 établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes.

Art. 16. Le Service a pour mission de :

1° notifier immédiatement aux autres Etats membres et à la Commission européenne toute demande ou retrait de demande d'admission d'une variété, toute inscription dans le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou dans le catalogue des variétés des espèces de légumes, ainsi que les diverses modifications de ceux-ci;

2° communiquer aux Régions flamande et de Bruxelles-Capitale, aux Etats membres et à la Commission européenne, pour chaque nouvelle variété admise au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles, une brève description des caractéristiques les plus importantes concernant son utilisation;

3° communiquer aux Régions flamande et de Bruxelles-Capitale, aux Etats membres et à la Commission européenne, pour chaque nouvelle variété admise au catalogue des variétés des espèces de plantes de légumes une brève description des caractéristiques dont il a connaissance suite à la procédure d'admission;

4° communiquer sur demande aux Régions flamande et de Bruxelles-Capitale, aux Etats membres et à la Commission européenne, pour chaque nouvelle variété admise au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de plantes de légumes, les caractères qui permettent de distinguer la variété des autres variétés analogues;

5° tenir à la disposition des Régions flamande et de Bruxelles-Capitale, des Etats membres et de la Commission européenne, les dossiers visés à l'article 15, § 4, relatifs aux variétés admises ou ayant cessé d'être admises;

6° mettre les dossiers d'admission à la disposition, à titre personnel et exclusif, de toute personne ayant prouvé un intérêt justifié à ce sujet;

7° mettre les résultats des examens à la disposition des personnes concernées par la décision prise lorsque l'admission d'une variété est refusée ou annulée.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas applicable lorsqu'il s'agit de variétés des espèces de plantes agricoles qui sont destinées uniquement à servir de composants pour des variétés finales, telles les lignées inbred ou hybrides. Les informations réciproques concernant les dossiers visés l'alinéa 1^{er}, 5°, sont tenues confidentielles. La disposition visée l'alinéa 1^{er}, 6°, n'est pas applicable lorsque, en vertu de l'article 9, § 3, les données sont tenues confidentielles.

Art. 17. Le Service publie les informations suivantes :

1° les demandes d'inscription aux catalogues des variétés et les retraits de demandes d'inscription;

2° les dénominations de variétés proposées et approuvées;

3° les décisions sur les inscriptions des variétés;

4° les variétés rayées du catalogue;

5° les modifications des données d'identification du demandeur, du mandataire ou du mainteneur;

6° les dates limites de réception des demandes d'inscription aux catalogues des variétés;

7° les instructions relatives au matériel d'essai que le centre d'expérimentation chargé des examens officiels reçoit : les dates limites de réception, les quantités et les exigences particulières auxquelles le matériel et l'emballage doivent répondre.

CHAPITRE VI. — *Sélection conservatrice, durée d'admission, prorogation, annulation et suppression*

Art. 18. Les variétés admises au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de plantes de légumes sont maintenues par sélection conservatrice. Le Service est chargé du contrôle de la sélection conservatrice. La sélection conservatrice est toujours contrôlable sur la base des enregistrements effectués par le ou les responsables de la variété. Ces enregistrements s'étendent à la production de toutes les générations précédant les semences de base. Des échantillons peuvent être demandés au responsable de la sélection conservatrice. En cas de nécessité, ces échantillons sont prélevés officiellement.

Lorsque la sélection conservatrice d'une variété admise au catalogue national d'un autre Etat membre de l'Union européenne, en Région flamande ou en Région Bruxelles-Capitale est effectuée en Région wallonne, l'Etat membre ou la Région concerné bénéficient de l'assistance administrative du Service en ce qui concerne le contrôle. L'assistance est également assurée à l'Etat membre ou aux Régions où est effectuée la sélection conservatrice d'une variété admise au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de plantes de légumes.

Art. 19. L'admission d'une variété au catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles ou au catalogue des variétés des espèces de plantes de légumes est valable pour une durée se terminant à la fin de la dixième année civile qui suit l'admission. L'admission d'une variété est renouvelée par périodes de cinq ans, si l'importance de son maintien en culture le justifie et pour autant que les conditions prévues pour la distinction, l'homogénéité ou la stabilité soient toujours remplies.

Une variété qui est maintenue aux fins de conservation des ressources génétiques remplit, pour le renouvellement de son admission, les critères fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés, ou par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2010 introduisant certaines dérogations pour l'admission des variétés de légumes traditionnellement cultivées dans des régions spécifiques ou sans valeur commerciale, ainsi que pour la commercialisation des semences de ces variétés.

Sauf pour une variété maintenue aux fins de conservation des ressources génétiques, la demande de renouvellement est déposée au plus tard deux ans avant l'expiration de l'admission. La durée d'une admission est prorogée provisoirement jusqu'au moment où la décision concernant la demande de prorogation est prise.

Art. 20. Le Service veille à ce que soit levé tout doute apparu après l'admission d'une variété en ce qui concerne l'appréciation de sa distinction ou de sa dénomination au moment de son admission.

Lorsqu'il s'avère, après l'admission d'une variété, que la condition de la distinction au sens de l'article 7 n'a pas été remplie lors de son admission, l'admission est remplacée par une autre décision, le cas échéant l'annulation. Par cette autre décision, la variété n'est plus considérée, avec effet au moment de son admission initiale, comme une variété connue dans l'Union européenne au sens de l'article 7, § 1^{er}.

Lorsqu'il s'avère, après l'admission d'une variété, que sa dénomination au sens de l'article 15 n'était pas acceptable lors de l'admission, la dénomination est adaptée de telle manière qu'elle soit conforme au présent arrêté. La dénomination antérieure peut être utilisée temporairement à titre de dénomination supplémentaire.

Le Ministre fixe les modalités d'application du présent article en conformité avec les décisions de l'Union européenne.

Art. 21. § 1^{er}. L'admission d'une variété est annulée :

- 1° s'il est prouvé, lors des examens, qu'une variété n'est plus distincte, stable ou suffisamment homogène;
- 2° si le ou les responsables de la variété en font la demande, sauf si une sélection conservatrice reste assurée.

§ 2. L'admission d'une variété peut être annulée :

- 1° si les dispositions réglementaires ou administratives arrêtées en application du présent arrêté ne sont pas respectées;
- 2° si, lors de la demande d'admission ou de la procédure d'examen, des indications fausses ou frauduleuses ont été fournies au sujet des données dont dépend l'admission.

Art. 22. Une variété est supprimée du catalogue des variétés si son admission y est annulée ou si la période de validité de l'admission est arrivée à expiration.

Le Service peut accorder un délai d'écoulement pour la certification, le contrôle des semences standard et la commercialisation des semences ou des plants sur le territoire wallon, au plus tard jusqu'au 30 juin de la troisième année après la fin de l'admission. Les dérogations accordées sont mentionnées au catalogue.

Pour les variétés ayant figuré dans le catalogue commun, le délai d'écoulement qui expire le dernier parmi ceux accordés par les différents Etats membres de l'Union européenne s'applique, dans la mesure où les semences n'ont été soumises à aucune restriction de commercialisation quant à la variété.

Art. 23. § 1^{er}. Les semences et plants de variétés admises dans au moins un Etat membre de l'Union européenne conformément aux dispositions nationales transposant la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles ou aux dispositions nationales transposant la Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le commerce des semences de légumes, ou conformément aux principes des directives 2002/53/CE ou 2002/55/CE, ne sont soumis, à compter de la publication au catalogue commun, à aucune restriction de commercialisation quant à la variété.

§ 2. Le Ministre est habilité à adresser à la Commission européenne une demande en vue d'être autorisé d'interdire pour tout ou partie du territoire, l'utilisation d'une variété inscrite au catalogue commun ou à prescrire des conditions appropriées de culture d'une variété inscrite au catalogue commun et, dans le cas prévu à l'alinéa 2, 3°, des conditions d'utilisation des produits issus de la culture d'une variété inscrite au catalogue commun.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} n'est sollicitée que dans les cas suivants :

- 1° s'il est prouvé que la culture de la variété pourrait nuire sur le plan phytosanitaire à la culture d'autres variétés ou espèces, sans préjudice des compétences fédérales en la matière;
- 2° s'il a été constaté, sur la base des examens officiels en culture effectués en Belgique, en application par analogie des dispositions de l'article 7, § 4, que la variété ne répond dans aucune partie du territoire, aux résultats obtenus pour une autre variété comparable y admise, ou s'il est notoire que la variété, en raison de sa nature ou de sa classe de maturité, n'est apte à être cultivée dans aucune partie du territoire;
- 3° s'il existe des raisons valables, autres que celles qui ont déjà été évoquées ou qui ont pu être évoquées lors de la procédure visée à l'article 16, 2°, de considérer que la variété présente un risque pour la santé humaine ou pour l'environnement, sans préjudice des compétences fédérales en la matière.

Le cas visé à l'alinéa 2, 2°, concerne uniquement les variétés des espèces agricoles. La demande doit être déposée avant la fin de la troisième année civile suivant l'année d'admission.

Art. 24. S'il est constaté que la culture d'une variété inscrite dans le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles ou de légumes pourrait, sur le territoire de la Région wallonne, nuire sur le plan phytosanitaire à la culture d'autres variétés ou espèces, présenter un risque pour l'environnement ou pour la santé humaine, le Ministre est habilité, sans préjudice des compétences fédérales dans ces matières, à introduire une demande auprès de la Commission européenne, en vue d'être autorisé à interdire la commercialisation des semences ou plants de la variété dans tout ou partie du territoire de la Région wallonne.

En cas de danger imminent de propagation d'organismes nuisibles, de danger imminent pour la santé humaine ou pour l'environnement, le Ministre est habilité à interdire la commercialisation des semences ou plants de la variété dans tout ou partie du territoire de la Région wallonne, dans l'attente d'une décision définitive de la Commission européenne.

Art. 25. Le Service peut maintenir au catalogue une variété qui est rayée du catalogue du pays qui l'a initialement admise, si les conditions de l'admission sont maintenues. Pour autant qu'il s'agisse d'une variété pour laquelle une sélection conservatrice est exigée, la sélection conservatrice reste assurée.

Art. 26. Sous réserve des dispositions des articles 23 et 24, le présent arrêté n'affecte pas les dispositions de la législation justifiée par des raisons de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux ou de protection de la propriété industrielle ou commerciale.

Art. 27. Conformément aux décisions des Institutions européennes et sans préjudice des compétences fédérales en la matière, le Ministre fixe des conditions particulières pour tenir compte de l'évolution de la situation en ce qui concerne les conditions dans lesquelles les semences traitées chimiquement sont commercialisées.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 28. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux articles 44 à 55 du décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture.

Art. 29. § 1^{er} Les actes suivants sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

2° l'arrêté ministériel du 6 septembre 1974 fixant la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 25 mars 1952;

3° l'arrêté ministériel du 20 mars 1975 réglant la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles;

4° l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1979 réglant la composition et le fonctionnement du Comité pour l'élaboration du catalogue national des variétés des espèces de légumes;

5° l'arrêté ministériel du 2 mars 1983 fixant la procédure d'introduction des demandes d'inscription de variété aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles ou de légumes.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes au catalogue national, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2013, est abrogé à la date du 30 juin 2014.

Art. 30. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re} : liste des espèces qui doivent être conformes aux protocoles d'examen de l'O.C.V.V.
Plantes agricoles

Nom scientifique	Nom commun	Protocole de l'OCVV
<i>Festuca filiformis</i> Pourr.	Fétuque ovine à feuilles menues	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca ovina</i> L.	Fétuque ovine	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca rubra</i> L.	Fétuque rouge	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Festuca trachyphylla</i> (Hack.) Krajina	Fétuque ovine durette	TP 67/1 du 23.6.2011
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	Ray-grass italien	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Lolium perenne</i> L.	Ray-grass anglais	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	Ray-grass intermédiaire	TP 4/1 du 23.6.2011
<i>Pisum sativum</i> L.	Pois fourrager	TP 7/2 du 11.3.2010
<i>Brassica napus</i> L.	Colza	TP 36/2 du 16.11.2011
<i>Cannabis sativa</i> L.	Chanvre	TP 276/1 du 28.11.2012
<i>Helianthus annuus</i> L.	Tournesol	TP 81/1 du 31.10.2002
<i>Linum usitatissimum</i> L.	Lin textile/lin oléagineux	TP 57/1 du 21.3.2007
<i>Avena nuda</i> L.	Avoine nue	TP 20/1 du 6.11.2003
<i>Avena sativa</i> L. (y compris <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Avoine cultivée et avoine byzantine	TP 20/1 du 6.11.2003
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Orge	TP 19/3 du 21.3.2012
<i>Oryza sativa</i> L.	Riz	TP 16/2 du 21.3.2012
<i>Secale cereale</i> L.	Seigle	TP 58/1 du 31.10.2002

Nom scientifique	Nom commun	Protocole de l'OCVV
<i>xTriticosecale</i> Wittm. ex A. Camus	Hybrides résultant du croisement d'une espèce du genre <i>Triticum</i> avec une espèce du genre <i>Secale</i>	TP 121/2 rév. 1 du 16.2.2011
<i>Triticum aestivum</i> L.	Froment (blé)	TP 3/4 rév. 2 du 16.2.2011
<i>Triticum durum</i> Desf.	Blé dur	TP 120/2 du 6.11.2003
<i>Zea mays</i> L.	Maïs	TP 2/3 du 11.3.2010
<i>Solanum tuberosum</i> L.	Pomme de terre	TP 23/2 du 1.12.2005

Légumes

Nom scientifique	Nom usuel	Protocole de l'OCVV
<i>Allium cepa</i> L. (groupe <i>Cepa</i>)	Oignon et échalion	TP 46/2 du 1.4.2009
<i>Allium cepa</i> L. (groupe <i>Aggregatum</i>)	Echalote	TP 46/2 du 1.4.2009
<i>Allium fistulosum</i> L.	Ciboule	TP 161/1 du 11.3.2010
<i>Allium porrum</i> L.	Poireau	TP 85/2 du 1.4.2009
<i>Allium sativum</i> L.	Ail	TP 162/1 du 25.3.2004
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Ciboulette	TP 198/1 du 1.4.2009
<i>Apium graveolens</i> L.	Céleri	TP 82/1 du 13.3.2008
<i>Apium graveolens</i> L.	Céleri-rave	TP 74/1 du 13.3.2008
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge	TP 130/2 du 16.2.2011
<i>Beta vulgaris</i> L.	Betterave rouge, y compris <i>Cheltenham beet</i>	TP 60/1 du 1.4.2009
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou frisé	TP 90/1 du 16.2.2011
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou-fleur	TP 45/2 du 11.3.2010
<i>Brassica oleracea</i> L.	Brocoli (à jets ou calabrais)	TP 151/2 du 21.3.2007
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou de Bruxelles	TP 54/2 du 1.12.2005
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou-rave	TP 65/1 du 25.3.2004
<i>Brassica oleracea</i> L.	Chou de Milan, chou blanc et chou rouge	TP 48/3 du 16.2.2011
<i>Brassica rapa</i> L.	Chou de Chine	TP 105/1 du 13.3.2008
<i>Capsicum annuum</i> L.	Piment ou poivron	TP 76/2 du 21.3.2007
<i>Cichorium endivia</i> L.	Chicorée frisée et scarole	TP 118/2 du 1.12.2005
<i>Cichorium intybus</i> L.	Chicorée industrielle	TP 172/2 du 1.12.2005
<i>Cichorium intybus</i> L.	Chicorée, endive (witloof)	TP 173/1 du 25.3.2004
<i>Citrullus lanatus</i> (Thumb.) Matsum. et Nakai	Pastèque	TP 142/1 du 21.3.2007
<i>Cucumis melo</i> L.	Melon	TP 104/2 du 21.3.2007
<i>Cucumis sativus</i> L.	Concombre et cornichon	TP 61/2 du 13.3.2008
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette	TP 119/1 du 25.3.2004
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Artichaut et cardon	TP 184/2 du 27.2.2013
<i>Daucus carota</i> L.	Carotte et carotte fourragère	TP 49/3 du 13.3.2008
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Fenouil	TP 183/1 du 25.3.2004
<i>Lactuca sativa</i> L.	Laitue	TP 13/5 du 16.2.2011
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	Tomate	TP 44/4 rév. du 27.2.2013
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	Persil	TP 136/1 du 21.3.2007
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Haricot d'Espagne	TP 9/1 du 21.3.2007
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Haricot nain et haricot à rames	TP 12/4 du 27.2.2013
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Pois ridé, pois rond et mange-tout	TP 7/2 du 11.3.2010
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radis, radis noir	TP 64/2 du 27.2.2013
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine	TP 117/1 du 13.3.2008
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Epinard	TP 55/5 du 27.2.2013
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Mâche	TP 75/2 du 21.3.2007
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	Fève	TP Broadbean/1 du 25.3.2004

Nom scientifique	Nom usuel	Protocole de l'OCVV
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Maïs doux et maïs à éclater	TP 2/3 du 11.3.2010

Le texte de ces protocoles peut être consulté sur le site web de l'O.C.V.V. (www.cpvo.europa.eu).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 2 : liste des espèces qui doivent être conformes aux principes directeurs d'examen de l'U.P.O.V.
Plantes agricoles

Nom scientifique	Nom usuel	Principe directeur de l'UPOV
<i>Beta vulgaris</i> L.	Betterave fourragère	TG/150/3 du 4.11.1994
<i>Agrostis canina</i> L.	Agrostide des chiens	TG/30/6 du 12.10.1990
<i>Agrostis gigantea</i> Roth.	Agrostide géante	TG/30/6 du 12.10.1990
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	Agrostide stolonifère	TG/30/6 du 12.10.1990
<i>Agrostis capillaris</i> L.	Agrostide commune	TG/30/6 du 12.10.1990
<i>Bromus catharticus</i> Vahl	Brome cathartique	TG/180/3 du 4.4.2001
<i>Bromus sitchensis</i> Trin.	Brome	TG/180/3 du 4.4.2001
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Dactyle	TG/31/8 du 17.4.2002
<i>Festuca arundinacea</i> Schreber	Fétuque élevée	TG/39/8 du 17.4.2002
<i>Festuca pratensis</i> Huds.	Fétuque des prés	TG/39/8 du 17.4.2002
<i>xFestulolium</i> Asch. et Graebn.	Hybrides résultant du croisement d'une espèce du genre <i>Festuca</i> avec une espèce du genre <i>Lolium</i>	TG/243/1 du 9.4.2008
<i>Phleum nodosum</i> L.	Fléole noueuse	TG/34/6 du 7.11.1984
<i>Phleum pratense</i> L.	Fléole	TG/34/6 du 7.11.1984
<i>Poa pratensis</i> L.	Pâturin des prés	TG/33/6 du 12.10.1990
<i>Lotus corniculatus</i> L.	Lotier corniculé	TG/193/1 du 9.4.2008
<i>Lupinus albus</i> L.	Lupin blanc	TG/66/4 du 31.3.2004
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	Lupin à feuilles étroites	TG/66/4 du 31.3.2004
<i>Lupinus luteus</i> L.	Lupin jaune	TG/66/4 du 31.3.2004
<i>Medicago sativa</i> L.	Luzerne	TG/6/5 du 6.4.2005
<i>Medicago x varia</i> T. Martyn	Luzerne bigarrée	TG/6/5 du 6.4.2005
<i>Trifolium pratense</i> L.	Trèfle violet	TG/5/7 du 4.4.2001
<i>Trifolium repens</i> L.	Trèfle blanc	TG/38/7 du 9.4.2003
<i>Vicia faba</i> L.	Féverole	TG/8/6 du 17.4.2002
<i>Vicia sativa</i> L.	Vesce commune	TG/32/7 du 20.3.2013
<i>Brassica napus</i> L. var. <i>napobrassica</i> (L.) Rchb.	Chou-navet ou rutabaga	TG/89/6 rév. du 4.4.2001 + 1.4.2009
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>oleiformis</i> Pers.	Radis oléifère	TG/178/3 du 4.4.2001
<i>Arachis hypogea</i> L.	Arachide	TG/93/3 du 13.11.1985
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>silvestris</i> (Lam.) Briggs	Navette	TG/185/3 du 17.4.2002
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	Carthame	TG/134/3 du 12.10.1990
<i>Gossypium</i> spp.	Coton	TG/88/6 du 4.4.2001
<i>Papaver somniferum</i> L.	Pavot	TG/166/3 du 24.3.1999
<i>Sinapis alba</i> L.	Moutarde blanche	TG/179/3 du 4.4.2001
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	Fèves de soja	TG/80/6 du 1.4.1998
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Sorgho	TG/122/3 du 6.10.1989

Légumes

Nom scientifique	Nom usuel	Principe directeur de l'UPOV
<i>Beta vulgaris</i> L.	Poirée, bette à cardes	TG/106/4 du 31.3.2004
<i>Brassica rapa</i> L.	Navet	TG/37/10 du 4.4.2001
<i>Cichorium intybus</i> L.	Chicorée à larges feuilles ou chicorée italienne	TG/154/3 du 18.10.1996
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Potiron	TG/155/4 rév. du 28.3.2007 + 1.4.2009
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rhubarbe	TG/62/6 du 24.3.1999
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Scorsonère	TG/116/4 du 24.3.2010
<i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum habrochaites</i> S. Knapp & D.M. Spooner; <i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum peruvianum</i> (L.) Mill.; <i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum cheesmaniae</i> (L. Ridley) Fosberg	Porte-greffes de tomates	TG/294/1 du 20.3.2013

Le texte de ces principes directeurs peut être consulté sur le site web de l'U.P.O.V. (www.upov.int).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Annexe 3 : caractères concernant l'examen de la valeur culturelle et d'utilisation

1. Rendement
2. Résistance aux organismes nuisibles.
3. Comportement vis-à-vis des facteurs du milieu physique.
4. Caractères de qualité.

Les méthodes utilisées sont indiquées lors de la communication des résultats.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204125]

24. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 3, 10°;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 6. September 1974 zur Festlegung der Liste der landwirtschaftlichen Pflanzenarten, die dem Nationalen Amt für den Absatz von Landwirtschafts- und Gartenbauerzeugnissen gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 25. März 1952 zur Kontrolle vorgelegt werden können;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. März 1975 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für die Ausarbeitung des Nationalen Sortenkatalogs der landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. Februar 1979 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für die Ausarbeitung des Nationalen Sortenkatalogs der Gemüsearten;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. März 1983 zur Festlegung des Verfahrens für das Einreichen der Anträge auf Eintragung einer Art in die nationalen Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten;

Aufgrund der am 4. Oktober 2013 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 19. September 2013;

Aufgrund des am 24. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 54.787/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand und Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient der Umsetzung folgender Richtlinien:

1° die Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

2° die Richtlinie 2003/90/EU der Kommission vom 6. Oktober 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu Artikel 7 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates hinsichtlich der Merkmale, auf welche sich die Prüfungen mindestens zu erstrecken haben, und der Mindestanforderungen für die Prüfung bestimmter Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten, zuletzt abgeändert durch die Durchführungsrichtlinie 2013/57/EU der Kommission vom 20. November 2013;

3° die Richtlinie 2003/91/EU der Kommission vom 6. Oktober 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu Artikel 7 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates hinsichtlich der Merkmale, auf welche sich die Prüfungen mindestens zu erstrecken haben, und der Mindestanforderungen für die Prüfung bestimmter Sorten von Gemüsearten, zuletzt abgeändert durch die Durchführungsrichtlinie 2013/57/EU der Kommission vom 20. November 2013;

4° die Durchführungsrichtlinie 2013/57/EU der Kommission vom 20. November 2013 zur Änderung der Richtlinien 2003/90/EG und 2003/91/EG mit Durchführungsbestimmungen zu Artikel 7 der Richtlinien 2002/53/EG und 2002/55/EG des Rates hinsichtlich der Merkmale, auf welche sich die Prüfungen mindestens zu erstrecken haben, und der Mindestanforderungen für die Prüfung bestimmter Sorten landwirtschaftlicher Pflanzenarten und Gemüsearten.

Durch den vorliegenden Erlass wird zudem die Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Gemeinsamer Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten: der Katalog im Sinne von Artikel 1, § 2 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

2° Gemeinsamer Sortenkatalog für Gemüsearten: der Katalog im Sinne von Artikel 3, § 3 der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut;

3° Amtliche Maßnahmen: die durch eine der folgenden Einrichtungen oder Personen ergriffenen Maßnahmen:

a) durch die Behörden eines Staates;

b) unter der Verantwortung eines Staates durch juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts;

c) bei Hilfstätigkeiten durch unter der Überwachung eines Staates handelnde vereidigte natürliche Personen;

4° Nationaler Sortenkatalog der landwirtschaftlichen Pflanzenarten: der Katalog der Arten, die in dem durch Artikel 3 festgelegten Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten eingetragen sind, und die Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten, die in den Katalogen der der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt eingetragen sind;

5° Nationaler Sortenkatalog der Gemüsearten: der Katalog der Arten, die in dem durch Artikel 4 festgelegten Katalog der Sorten von Gemüsearten eingetragen sind, und die Sorten von Gemüsearten, die in den Katalogen der der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt eingetragen sind;

6° Ausschuss: der durch Artikel 5 eingerichtete wallonische Ausschuss für die Ausarbeitung des Katalogs der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und des Katalogs der Sorten von Gemüsearten;

7° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

8° Minister: der Minister für Landwirtschaft.

Absatz 1, 3° ist anwendbar, unter der Bedingung, dass die unter den Punkten b) und c) angeführten Personen an dem Ergebnis dieser amtlichen Maßnahmen kein Gewinninteresse haben.

KAPITEL II — *Aufstellung der Kataloge*

Art. 3 - § 1. Durch den vorliegenden Erlass wird ein Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgestellt, die zur Anerkennung und zum Verkehr zugelassen werden können gemäß:

1° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut;

2° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen;

3° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

4° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

5° dem Königlichen Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln.

Die Arten werden auf Gutachten des Ausschusses durch die Dienststelle in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgenommen. Der Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten ist der Beitrag der Wallonischen Region zum nationalen Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten. Der Katalog kann von jeglicher Person eingesehen werden.

§ 2. Die Sorten wie zum Beispiel die Inzuchtlinien oder Hybriden, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Endsorten verwendet zu werden, werden nur in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgenommen, insofern das Saatgut dieser Sorten unter ihrer Bezeichnung in den

Verkehr gebracht werden soll. Bei anderem Getreide als Mais findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf die Komponentensorten bezüglich Saatgut, das auf dem Gebiet der Wallonischen Region für die Anerkennung vorgesehen ist. Komponentensorten werden in dem Katalog als solche angegeben.

§ 3. Die Dienststelle beschließt auf Gutachten des Ausschusses, eine in den Gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder in einen Katalog eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union zugelassene Sorte in den Katalog zuzulassen. In diesem Fall sind die in Artikel 9, Artikel 15, § 4, Artikel 16, 2° und Artikel 16, 4° bis 7° vorgesehenen Verpflichtungen nicht anwendbar.

Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf die Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten, deren Saat- oder Pflanzgut nachweislich zur Ausfuhr nach Ländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, bestimmt ist.

Art. 4 - § 1. Durch den vorliegenden Erlass wird ein Sortenkatalog der Gemüsearten aufgestellt, die zur Anerkennung, zur Kontrolle als "Standardsaatgut" und zum Verkehr zugelassen werden können gemäß:

1° dem Erlass der der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Gemüsesaatgut und mit Saatgut der Wurzelzichorie;

2° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2007 über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Gemüsepflanzgut und Gemüsevermehrungsmaterial mit Ausnahme von Saatgut.

Die Arten werden auf Gutachten des Ausschusses durch die Dienststelle in den Sortenkatalog der Gemüsearten aufgenommen. Der Sortenkatalog der Gemüsearten ist der Beitrag der Wallonischen Region zum nationalen Sortenkatalog der Gemüsearten. Der Katalog kann von jeglicher Person eingesehen werden.

§ 2. Der Sortenkatalog der Gemüsearten ist unterteilt nach:

1° den Sorten, deren Saatgut entweder:

a) als "Basissaatgut" oder "zertifiziertes Saatgut" anerkannt wird;

b) oder als "Standardsaatgut" kontrolliert wird;

2° die Sorten, deren Saatgut ausschließlich als "Standardsaatgut" kontrolliert wird.

§ 3. Gemüsesaatgut wird nur anerkannt, als "Standardsaatgut" kontrolliert und in den Verkehr gebracht, wenn seine Sorte in mindestens einem Mitgliedstaat der Europäischen Union amtlich zugelassen ist.

§ 4. Die Dienststelle beschließt auf Gutachten des Ausschusses, eine in den Gemeinsamen Sortenkatalog für Gemüsearten oder in einen Katalog eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union zugelassene Sorte in den Katalog zuzulassen. In diesem Fall sind die in Artikel 9, Artikel 15, § 4, und Artikel 16, 3° bis 7° vorgesehenen Verpflichtungen nicht anwendbar.

Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf die Sorten von Gemüsearten, deren Saatgut nachweislich zur Ausfuhr nach Ländern, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, bestimmt ist.

Art. 5 - Ein Ausschuss für die Ausarbeitung des Sortenkatalogs der landwirtschaftlichen Pflanzenarten und des Sortenkatalogs der Gemüsearten wird eingerichtet. Er wird damit beauftragt, der Dienststelle in Form von begründeten Gutachten Vorschläge zur Zulassung, Erhaltung oder Streichung von Sorten in bzw. aus den Katalogen zu unterbreiten. Der Ausschuss wird gebildet aus:

1° einem Vertreter der Katholischen Universität Leuven - Earth and Life Institute oder dessen Stellvertreter;

2° ein Vertreter der Universität Lüttich - Gembloux Agro-Bio Tech oder dessen Stellvertreter;

3° zwei Vertretern des Wallonischen Zentrums für agronomische Forschung oder deren Stellvertreter;

4° zwei Vertretern der Dienststelle, die den Vorsitz und die Sekretariatsführung gewährleisten;

5° einem Vertreter des Versuchszentrums, das für die Sorte, für die der Ausschuss ein Gutachten abzugeben hat, die in Artikel 9 angeführten amtlichen Prüfungen durchgeführt hat;

6° einem Mitglied des Pilotzentrums im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. April 2004 über die Zulassung der Pilotzentren für die Entwicklung und Beratung in der Landwirtschaft des Produktionsbereichs, der von den Sorte, für die der Ausschuss ein Gutachten abzugeben hat, betroffen ist.

Der Minister ernennt die in Absatz 1, 1°, 2° und 3° erwähnten Mitglieder des Ausschusses. Der Ausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung, die er der Zustimmung des Ministers unterbreitet.

KAPITEL III — Kriterien für die Aufnahme in die Kataloge

Art. 6 - § 1. Eine Sorte wird nur dann in einen der in den Artikeln 3 und 4 angeführten Kataloge aufgenommen, wenn sie unterscheidbar, beständig und hinreichend homogen ist.

Eine in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgenommene Sorte oder eine in den Katalog der Sorten von Gemüsearten aufgenommene Wurzelzichoriensorte besitzt einen befriedigenden landeskulturellen Wert.

§ 2. Eine Prüfung des landeskulturellen Werts ist nicht erforderlich für

1° für die Aufnahme von Gräserarten, wenn der Züchter erklärt, dass das Saatgut seiner Sorte nicht zur Nutzung als Futterpflanze bestimmt ist;

2° für die Aufnahme von Sorten, deren Saatgut nur zum Verkauf in einem anderen Mitgliedstaat bestimmt ist, welcher die Sorte unter Berücksichtigung ihres landeskulturellen Wertes aufgenommen hat;

3° für die Aufnahme von Sorten (Inzuchtlinien, Hybriden), deren Saatgut nur als Komponente zur Erzeugung von Hybridsorten verwendet werden soll, welche den Anforderungen von Absatz 1 gerecht werden.

In den in Absatz 1, 1° angeführten Fällen ist der Minister befugt, unter Beachtung der Entscheidungen der Europäischen Union zu beschließen, dass die Eignung der Sorten für den angegebenen Zweck im Rahmen einer geeigneten Prüfung nachgewiesen wurde. In diesem Fall sind die Mindestanforderungen für die Durchführung der Prüfung festzulegen.

§ 3. Genetisch veränderte Sorten dürfen nur aufgenommen werden, wenn ihr Inverkehrbringen gemäß der auf die genetisch veränderten Organismen anwendbaren geltenden europäischen Gesetzgebung und der sonstigen Bestimmungen, die sie umsetzen, genehmigt worden ist.

§ 4. Im Interesse der Erhaltung der pflanzengenetischen Ressourcen ist der Minister befugt, unter Beachtung der Entscheidungen der Europäischen Union von den in Paragraph 1 angeführten Kriterien hinsichtlich der Unterscheidbarkeit, der Beständigkeit und der Homogenität abzuweichen.

Art. 7 - § 1. Eine Sorte ist unterscheidbar, wenn sie sich ohne Rücksicht darauf, ob das Ausgangsmaterial, aus dem sie entstanden ist, künstlichen oder natürlichen Ursprungs ist, durch ein oder mehrere wichtige Merkmale deutlich unterscheidet von jeder anderen in der Europäischen Union bekannten Sorte. Die Merkmale müssen genau erkannt und genau beschrieben werden können.

Eine in der Europäischen Union bekannte Sorte ist jede Sorte, die zum Zeitpunkt der ordnungsgemäßen Einreichung der Anmeldung der zu beurteilenden Sorte zur Zulassung

1° in dem gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder im Sortenkatalog für Gemüsearten enthalten ist, oder

2° ohne in einem der genannten Sortenkataloge enthalten zu sein, in Belgien oder einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union amtlich zur Anerkennung und zum Verkehr oder zur Anerkennung für andere Länder oder zur Kontrolle als Standardsaatgut zugelassen ist oder zu einer solchen Zulassung angemeldet ist.

Absatz 2 ist anwendbar, es sei denn, die in Punkt 1° und 2° angeführten Voraussetzungen sind nicht mehr in allen betroffenen Mitgliedstaaten vor der Entscheidung über die Anmeldung der zu beurteilenden Sorte erfüllt.

§ 2. Eine Sorte ist beständig, wenn sie nach ihren aufeinanderfolgenden Vermehrungen oder, wenn der Züchter einen besonderen Vermehrungszyklus festgelegt hat, am Ende eines jeden Zyklus in ihren wesentlichen Merkmalen ihrem Sortenbild entspricht.

§ 3. Eine Sorte ist hinreichend homogen, wenn die Pflanzen, aus denen sie sich zusammensetzt - von wenigen Abweichungen abgesehen -, unter Berücksichtigung der Besonderheiten der Vermehrung der Pflanzen in Bezug auf alle zu diesem Zweck festgelegten Merkmale ähnlich oder in genetischer Hinsicht identisch sind.

§ 4. Eine Sorte besitzt einen befriedigenden landeskulturellen Wert, wenn sie nach der Gesamtheit ihrer Eigenschaften gegenüber anderen Sorten, die zum nationalen Sortenkatalog der landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder zum nationalen Sortenkatalog der Gemüsearten zugelassen sind, zumindest für die Erzeugung in einem bestimmten Gebiet, eine deutliche Verbesserung für den Anbau oder für die Verwertung des Ernteguts oder der daraus gewonnenen Erzeugnisse erwarten lässt. Einzelne ungünstige Eigenschaften können durch andere günstige Eigenschaften ausgeglichen werden.

Art. 8 - Sorten, die aus anderen Mitgliedstaaten stammen, unterliegen insbesondere im Aufnahmeverfahren denselben Voraussetzungen wie die in den Artikeln 3 und 4 angeführten Sorten.

Art. 9 - § 1. Die Aufnahme einer Sorte in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten erfolgt auf Grund von amtlichen Prüfungen, insbesondere Anbauprüfungen, die sich auf eine ausreichende Zahl von Merkmalen erstrecken, die es ermöglichen, die Sorte zu beschreiben. Für die Feststellung der Merkmale sind genaue und zuverlässige Methoden anzuwenden. Im Hinblick auf die Unterscheidung beziehen die Anbauprüfungen zumindest die verfügbaren vergleichbaren Sorten ein, die in der Europäischen Union im Sinne von Artikel, § 1 bekannt sind. Für die Anwendung der in Artikel 15 angeführten Vorschriften hinsichtlich der Nomenklatur werden andere verfügbare vergleichbare Sorten einbezogen.

Im Fall von Sorten, deren Saatgut ausschließlich als Standardsaatgut geprüft wird, können die Ergebnisse nicht amtlicher Prüfungen sowie Erkenntnisse, die aufgrund praktischer Erfahrung während des Anbaus gewonnen wurden, ebenfalls in Verbindung mit den Ergebnissen einer amtlichen Prüfung berücksichtigt werden, es sei denn, es liegen anderslautende Bestimmungen der Europäischen Union vor.

Die Dienststelle lässt die amtlichen Prüfungen ausführen.

§ 2. Die Merkmale, auf welche sich die Prüfungen bei den einzelnen Arten mindestens zu erstrecken haben sowie die Mindestanforderungen für die Durchführung der Prüfungen werden in Artikel 10 festgelegt.

§ 3. Falls die Prüfung von Hybriden und synthetischen Sorten eine Prüfung der genealogischen Komponenten erfordert, werden die Ergebnisse der Prüfung der genealogischen Komponenten und deren Beschreibung auf Antrag des Züchters vertraulich gehalten.

§ 4. Eine Sorte, die zur Verwendung in Lebens- oder Futtermitteln gemäß Artikel 2 und 3 der Richtlinie (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Erfordernisse des Lebensmittelrechts, zur Einrichtung der Europäischen Lebensmittelbehörde und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit vorgesehen ist, nur genehmigt wird, wenn sie gemäß der geltenden Gesetzgebung zugelassen wurde.

Art. 10 - § 1^{er}. Die zur Aufnahme in die Kataloge der Sorten landwirtschaftlicher Pflanzenarten oder Gemüsearten durchgeführten amtlichen Prüfungen der Unterscheidbarkeit, Homogenität und Beständigkeit erfüllen

1° was die in Anlage 1 genannten Arten betrifft die Anforderungen der "Protokolle für Prüfungen auf Unterscheidbarkeit, Homogenität und Beständigkeit" des Verwaltungsrates des Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO), deren Liste in der genannten Anlage 1 angeführt wird;

2° was die in Anlage 2 genannten Arten betrifft die Anforderungen der Richtlinien für die Durchführung von Prüfungen auf Unterscheidbarkeit, Homogenität und Beständigkeit des Internationalen Verbands zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV), deren Liste in der genannten Anlage 2 angeführt wird.

§ 2. Alle Sortenmerkmale im Sinne von Paragraph 1, 1° und alle mit einem Sternchen (*) versehenen Merkmale in den in Paragraph 1, 2° genannten Richtlinien werden verwendet, sofern die Beobachtung eines Merkmals nicht durch den Ausdruck eines anderen Merkmals unmöglich gemacht wird und sofern der Ausdruck eines Merkmals nicht durch die Umweltbedingungen, unter denen die Prüfung durchgeführt wird, verhindert wird.

Bei der Durchführung der Prüfungen bei den in den Anlagen 1 und 2 genannten Arten müssen die Mindestanforderungen für die Durchführung der Prüfungen hinsichtlich Planung und Anbaubedingungen gemäß den Testleitlinien erfüllt werden, die in den genannten Anlagen angegeben sind.

§ 3. Hinsichtlich der Prüfung des landeskulturellen Wertes müssen die zur Aufnahme in den Katalog der Sorten landwirtschaftlicher Pflanzenarten durchgeführten amtlichen Prüfungen sich unbeschadet von Artikel 6, § 2 zumindest auf die in der Anlage 3 angeführten Merkmale erstrecken.

§ 4. Der Minister ändert die Anlagen 1, 2 und 3 und trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um die Art, das Verfahren oder die Dauer der amtlichen Prüfungen für die Aufnahme in die Kataloge der Sorten landwirtschaftlicher Pflanzenarten oder Gemüsearten anzupassen, um der Entwicklung der Gesetzgebung der Europäischen Union Rechnung zu tragen. Die in den Anlagen 1 und 2 angeführten Protokolle und Richtlinien sind anwendbar ab dem 1. Juli 2014. Sie sind ebenfalls auf die vor dem 1. Juli 2014 begonnenen Versuche anwendbar.

KAPITEL IV — Verfahren zur Eintragung in die Kataloge

Art. 11 - Eine Sorte wird nur dann in den Sortenkatalog aufgenommen, wenn diesbezüglich ein Antrag gestellt wurde. Bei der Hinterlegung des Antrags auf Zulassung einer Sorte gibt der Antragsteller an, ob sie bereits Gegenstand eines Antrags in einem anderen Mitgliedstaat, den er anführt, in der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt war. Der Antragsteller gibt das Ergebnis dieses Antrags an.

Art. 12 - § 1. Der Antrag auf Eintragung einer Sorte in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten wird an die Dienststelle gerichtet. Der Antrag wird in dreifacher Ausfertigung anhand eines von der Dienststelle zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht und zwar entweder

- a) durch den Züchter oder seinen Rechtsnachfolger, nachstehend "der Antragsteller" genannt;
- b) oder durch einen Bevollmächtigten, der einen Wohnsitz in Belgien hat.

Handelt es sich um einen Antragsteller ohne Wohnsitz in Belgien oder um mehrere Antragsteller, so wird für den Antrag ein Bevollmächtigter, der einen Wohnsitz in Belgien hat, bezeichnet. Ist für den Antrag ein Bevollmächtigter bezeichnet worden, so werden alle Verwaltungshandlungen der Dienststelle an ihn gerichtet. Der Antragsteller bezeichnet die für die Erhaltungsauslese verantwortliche(n) Person(en).

§ 2. Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar auf den Antrag auf Eintragung einer Sorte des Anwendungsbereichs des

1° Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten;

2° Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten.

Der in Absatz 1 angeführte Antrag entspricht den Bedingungen und wird nach den Modalitäten eingereicht, die in den in Absatz 1 angeführten Texten und ihren Durchführungserlassen festgelegt werden.

Art. 13 - § 1. Der Eintragungsantrag ist gültig, falls folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

1° er umfasst die in Artikel 14 angeführten Angaben und wird vor dem Datum eingereicht, das von der Dienststelle pro Sorte festgelegt wird;

2° die Zahlungsbedingungen der auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten geschuldeten Vergütungen wurden erfüllt.

§ 2. Der Eintragungsantrag gilt als aufgegeben, wenn die in Paragraph 1 angeführten Bedingungen nicht erfüllt sind, wenn das im Rahmen des Antrags zu prüfende Material nicht innerhalb der von der Dienststelle festgelegten Frist an das Versuchszentrum gesandt wurde oder wenn dieses Material die in Artikel 14, § 2 festgelegten Bedingungen nicht erfüllt.

Art. 14 - § 1. Der Eintragungsantrag umfasst:

- 1° Name und Anschrift des Antragstellers, des Züchters und gegebenenfalls des Bevollmächtigten;
- 2° Name und Anschrift der für die Erhaltungsauslese verantwortliche(n) Person(en);
- 3° falls im Rahmen des Antrags ein Bevollmächtigter bezeichnet wurde, die Vollmacht;
- 4° Name und Art, der die Sorte angehört;
- 5° die vorläufige Referenz, durch die die Sorte identifiziert wird und gegebenenfalls eine vorgeschlagene Bezeichnung oder die bereits in einem anderen Staat angenommene oder vorgeschlagene Bezeichnung;
- 6° die Beschreibung der Sorte, die wenigstens die in den technischen Fragebögen der in Artikel 10 angeführten Protokolle oder Richtlinien für die Durchführung von Prüfungen verlangten Eigenschaften umfasst;
- 7° die Eigenschaften der Sorte, die sie von den bereits bekannten Sorten unterscheidet sowie eine Beschreibung der Art und Weise, auf die die Sorte gewonnen oder gefunden wurde;
- 8° alle Schriftstücke oder Informationen, die dazu beitragen können, den Antrag zu präzisieren oder bei der Prüfung der Sorte zweckdienlich sein können;
- 9° Unbeschadet der Anwendung von Artikel 11 gegebenenfalls den Beweis, dass ein Antrag auf Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit nach Artikel 10 eingereicht worden ist entweder bei
 - a) der zuständigen Behörde eines anderen Mitgliedstaates, der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt,
 - b) oder im Rahmen eines Antrags auf Sortenschutz der zuständigen Behörde eines anderen Mitgliedstaates, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt oder des Gemeinschaftlichen Sortenamts;
- 10° die Genehmigung, alle zweckdienlichen Informationen und Material in Bezug auf die Sorte mit den zuständigen Behörden jedes Mitgliedstaates der Europäischen Union oder mit den zuständigen Dienststellen des Gemeinschaftlichen Sortenamts auszutauschen.

Die Dienststelle wird über den weiteren Verlauf der Prüfung des unter Absatz 1, 9° angeführten Antrags informiert. Die diesbezüglichen Angaben sind ein integraler Bestandteil der Eintragungsakte der Sorte.

§ 2. Das im Rahmen des Eintragungsantrags zu prüfende Material erfüllt zumindest die Anforderungen der in Artikel 10 angeführten Protokolle oder Richtlinien. Nach Absprache mit dem Versuchszentrum, das die Prüfungen durchführt, legt die Dienststelle die Mengen und die besonderen Anforderungen fest, die das Material und die Verpackung erfüllen müssen. Das zu prüfende Material wird an das durch die Dienststelle bezeichnete Versuchszentrum gesandt, wobei der Antragsteller die entsprechenden Kosten zu tragen hat. Die Fristen für die Übermittlung des zu prüfenden Materials werden von der Dienststelle festgelegt.

§ 3. Der Minister ist befugt, die Artikel 12, 13 und 14 betreffend das Verfahren zur Eintragung in die Kataloge abzuändern, um den von den internationalen Stellen festgelegten Anforderungen Rechnung zu tragen. Zudem ist er befugt, die Verfahren im Anschluss an begründete Anfragen des Saatgutsektors, der Versuchszentren oder des Ausschusses anzupassen.

KAPITEL V — Informationsverwaltung

Art. 15 - § 1. Die Dienststelle trägt dafür Sorge, dass der Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten jeweils mit dem Namen des oder der für die Erhaltungszüchtung Verantwortlichen amtlich bekannt gemacht wird. Sind mehrere Personen für die Erhaltungszüchtung einer Sorte verantwortlich, so kann von der Bekanntmachung ihrer Namen abgesehen werden. Sofern diese Bekanntmachung nicht erfolgt, gibt der Katalog die Stelle an, der die Liste der Namen der für die Erhaltungszüchtung Verantwortlichen vorliegt.

§ 2. Eine in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten zugelassene Sorte trägt möglichst dieselbe Bezeichnung wie in den anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union. Ist bekannt, dass Saat- oder Pflanzgut einer Sorte in einem anderen Land unter einer anderen Bezeichnung im Verkehr ist, so wird auch diese anderslautende Bezeichnung in dem Katalog angegeben.

§ 3. Eine Sorte, die sich unter Berücksichtigung der verfügbaren Informationen nicht deutlich von einer Sorte unterscheidet, die in einem anderen Mitgliedstaat zugelassen war, oder von einer Sorte, die hinsichtlich der Unterscheidbarkeit, der Beständigkeit und der Homogenität nach Regeln beurteilt wurde, die denen des vorliegenden Erlasses entsprechen, ohne eine in der Europäischen Union im Sinne von Artikel 7, § 1, Absatz 2 bekannte Sorte zu sein, trägt die Bezeichnung der in dem anderen Mitgliedstaat zugelassenen Sorte oder der Sorte, die hinsichtlich der Unterscheidbarkeit, der Beständigkeit und der Homogenität beurteilt wurde.

Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn diese Bezeichnung in Bezug auf die Sorte zu Irrtümern Anlass geben oder zu Verwechslungen führen könnte oder wenn andere Umstände - aufgrund der gesamten Rechtsvorschriften des betreffenden Mitgliedstaates über die Sortenbezeichnung - ihrer Verwendung entgegenstehen, oder wenn das Recht eines Dritten der freien Verwendung dieser Bezeichnung im Zusammenhang mit der Sorte entgegensteht.

§ 4. Für jede zugelassene Sorte stellt die Dienststelle eine Unterlage zusammen, die eine Beschreibung der Sorte und einen klaren Überblick über alle Tatsachen enthält, auf die sich die Zulassung stützt. Die Beschreibung der Sorten bezieht sich auf die unmittelbar aus Saat- und Pflanzgut der Kategorie "Zertifiziertes Saat- und Pflanzgut" oder der Kategorie "Standardsaatgut" stammenden Pflanzen.

§ 5. Zugelassene genetisch veränderte Sorten werden in dem Sortenkatalog klar als solche gekennzeichnet. Jeder Marktbeteiligte, der eine solche Sorte in Verkehr bringt, kennzeichnet sie in seinem Verkaufskatalog ebenfalls klar als genetisch verändert.

§ 6. Hinsichtlich der Eignung der Sortenbezeichnung gilt Artikel 63 der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz. Ausführliche Bestimmungen werden in der Verordnung (EG) Nr. 637/2009 der Kommission vom 22. Juli 2009 mit Durchführungsbestimmungen über die Eignung von Sortenbezeichnungen für landwirtschaftliche Pflanzenarten und für Gemüsearten angeführt.

Art. 16 - Die Dienststelle wird damit beauftragt:

1° jede Anmeldung einer Sorte zur Zulassung oder jede Rücknahme der Anmeldung, jede Eintragung in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten sowie dessen jeweilige Änderungen den anderen Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission unverzüglich mitzuteilen;

2° der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, den Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission für jede in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten neu zugelassene Sorte eine kurze Beschreibung der für ihre Verwendung wichtigsten Eigenschaften zu geben;

3° der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, den Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission für jede in den Katalog der Sorten von Gemüsearten neu zugelassene Sorte eine kurze Beschreibung der ihr im Anschluss an das Zulassungsverfahren bekannten Eigenschaften zu geben;

4° der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, den Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission für jede in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten neu zugelassene Sorte die Merkmale mitzuteilen, in denen sich die Sorte von anderen ähnlichen Sorten unterscheidet;

5° die in Artikel 15, § 4 vorgesehenen Unterlagen über die zugelassenen oder nicht mehr zugelassenen Sorten zur Verfügung der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, den Mitgliedstaaten und der Europäischen Kommission zu halten;

6° die Unterlagen über die Zulassung denjenigen zur ausschließlich persönlichen Verwendung zugänglich zu machen, die ein berechtigtes Interesse daran nachweisen;

7° im Falle der Ablehnung oder Aufhebung einer Zulassung die Prüfungsergebnisse den durch die Maßnahme Betroffenen zugänglich zu machen.

Die in Absatz 1, 2° angeführte Bestimmung findet keine Anwendung, wenn es sich um Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten handelt, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Endsorten verwendet zu werden, wie zum Beispiel die Inzuchtlinien oder Hybriden. Die gegenseitigen Informationen über die in Absatz 1, 5° angeführten Unterlagen werden vertraulich gehalten. Die in Absatz 1, 6° angeführte Bestimmung ist nicht anwendbar, soweit Angaben nach Artikel 9, § 3 vertraulich zu halten sind.

Art. 17 - Die Dienststelle veröffentlicht die folgenden Informationen:

- 1° die Anträge auf Eintragung in die Sortenkataloge und die Rücknahmen der Anträge auf Eintragung;
- 2° die vorgeschlagenen und genehmigten Bezeichnungen der Sorten;
- 3° die Entscheidungen über die Eintragung der Sorten;
- 4° die aus dem Katalog gestrichenen Sorten;
- 5° die Änderungen der Identifizierungsangaben des Antragstellers, des Bevollmächtigten oder des Erhaltungszüchters;
- 6° die Fristen für den Eingang der Anträge auf Eintragung in die Sortenkataloge;
- 7° die Anweisungen in Bezug auf das zu prüfende Material, das dem mit den amtlichen Prüfungen beauftragten Versuchszentrum übermittelt wird: das äußerste Datum für die Übermittlung, die Mengen und die besonderen Anforderungen an das Material und die Verpackung.

KAPITEL VI — Erhaltungszüchtung, Dauer der Zulassung, Verlängerung, Aufhebung und Streichung

Art. 18 - Die in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten zugelassenen Sorten müssen im Wege systematischer Erhaltungszüchtung erhalten werden. Die Dienststelle wird mit der Kontrolle der Erhaltungszüchtung beauftragt. Die Erhaltungszüchtung muss an Hand von Aufzeichnungen des oder der für die Sorte Verantwortlichen jederzeit kontrollierbar sein. Die Aufzeichnungen müssen sich auf die Erzeugung aller dem Basissaatgut vorausgegangenen Generationen erstrecken. Von dem für die Sorte Verantwortlichen können Proben verlangt werden. Diese Proben können nötigenfalls amtlich genommen werden.

Wird die Erhaltungszüchtung einer im nationalen Katalog eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union, in der Flämischen Region oder in der Region Brüssel-Hauptstadt zugelassenen Sorte in der Wallonischen Region durchgeführt, so leistet die Dienststelle dem betreffenden Mitgliedstaat oder der betreffenden Region bei der Kontrolle Amtshilfe. Diese Amtshilfe wird ebenfalls zugunsten der Mitgliedstaaten oder Regionen geleistet, in denen die Erhaltungszüchtung einer in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten zugelassenen Sorte erfolgt.

Art. 19 - Die Zulassung einer Sorte in den Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten oder den Katalog der Sorten von Gemüsearten gilt bis zum Ende des auf die Zulassung folgenden zehnten Kalenderjahres. Die Zulassung einer Sorte kann jeweils für Zeitabschnitte von fünf Jahren verlängert werden, sofern die Bedeutung ihres weiteren Anbaus dies rechtfertigt und wenn die Anforderungen an die Unterscheidbarkeit, die Homogenität und die Beständigkeit weiterhin erfüllt sind.

Eine Sorte, die zur Erhaltung der pflanzengenetischen Ressourcen weiter zugelassen wird, erfüllt bei der Erneuerung ihrer Zulassung die Kriterien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2010 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Gemüsesorten, die traditionell in besonderen Regionen angebaut werden oder die ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut dieser Sorten.

Außer im Fall einer Sorte, die zur Erhaltung der pflanzengenetischen Ressourcen weiter zugelassen wird, sind Verlängerungsanträge spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Zulassung einzureichen. Die Dauer der Zulassung wird bis zur Entscheidung über den Antrag auf Verlängerung vorläufig verlängert.

Art. 20 - Treten nach der Zulassung einer Sorte Zweifel darüber auf, ob sie bei der Zulassung unterscheidbar gewesen oder ob ihre Bezeichnung zulässig gewesen ist, so trägt die Dienststelle dafür Sorge, diese Zweifel aufzuklären.

Stellt sich nach der Zulassung einer Sorte heraus, dass die Voraussetzungen der Unterscheidbarkeit im Sinne von Artikel 7 bei der Zulassung nicht erfüllt gewesen sind, so wird die Zulassung durch eine andere Entscheidung und gegebenenfalls durch die Aufhebung der Zulassung ersetzt. Mit dieser anderen Entscheidung gilt die Sorte vom Zeitpunkt ihrer ursprünglichen Zulassung an nicht mehr als in der Europäischen Union bekannte Sorte im Sinne von Artikel 7, § 1.

Stellt sich nach der Zulassung einer Sorte heraus, dass ihre Bezeichnung im Sinne von Artikel 15 bei der Zulassung nicht zulässig gewesen ist, so wird die Bezeichnung in der Weise angepasst, dass sie mit dem vorliegenden Erlass vereinbar ist. Die frühere Bezeichnung darf vorübergehend zusätzlich verwendet werden.

Der Minister legt die Bestimmungen für die Durchführung des vorliegenden Artikels in Übereinstimmung mit den Entscheidungen der Europäischen Union fest.

Art. 21 - § 1. Die Zulassung einer Sorte wird aufgehoben:

- 1° wenn in Prüfungen festgestellt worden ist, dass eine Sorte nicht mehr unterscheidbar, beständig oder hinreichend homogen ist;

2° wenn der oder die für die Sorten Verantwortliche(n) dies beantragen, es sei denn, dass eine Erhaltungszüchtung gewährleistet bleibt.

§ 2. Die Zulassung einer Sorte kann aufgehoben werden:

1° wenn die in Anwendung des vorliegenden Erlasses verabschiedeten Rechts- oder Verwaltungsvorschriften nicht erfüllt werden;

2° wenn bei der Beantragung der Zulassung oder im Prüfungsverfahren falsche oder irreführende Angaben über Tatsachen gemacht werden, von denen die Zulassung abhängt.

Art. 22 - Ist die Zulassung einer Sorte aufgehoben worden oder ist die Geltungsdauer der Zulassung abgelaufen, so wird die Sorte aus dem Sortenkatalog gestrichen.

Die Dienststelle kann bis spätestens zum 30. Juni des dritten Jahres nach Ablauf der Geltungsdauer der Zulassung eine Auslaufrist für die Anerkennung, die Kontrolle des Standardsaatguts und den Vertrieb des Saat- oder Pflanzguts auf wallonischem Gebiet gewähren. Die gewährten Abweichungen werden in dem Katalog angeführt.

Bei Sorten, die in dem gemeinsamen Sortenkatalog enthalten waren, gilt die Auslaufrist, die als letzte der von den einzelnen Mitgliedstaaten der Europäischen Union gewährten Frist abläuft, soweit das Saatgut keinen Verkehrsbeschränkungen hinsichtlich der Sorte unterlag.

Art. 23 - § 1. Das Saat- und Pflanzgut von Sorten, die nach den nationalen Bestimmungen zur Umsetzung der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder nach den nationalen Bestimmungen zur Umsetzung der Richtlinie 2002/55/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über den Verkehr mit Gemüsesaatgut oder nach den Grundsätzen, die diesen Richtlinien 2002/53/EG oder 2002/55/EG entsprechen, wenigstens in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union zugelassen worden sind, unterliegt ab der Veröffentlichung in dem gemeinsamen Sortenkatalog keinen Verkehrsbeschränkungen hinsichtlich der Sorte.

§ 2. Der Minister ist befugt, einen Antrag an die Europäische Kommission zu richten, um ermächtigt zu werden, in der Gesamtheit oder in einem Teil seines Gebiets die Verwendung einer in den gemeinsamen Sortenkatalog aufgenommenen Sorte zu untersagen oder geeignete Bedingungen für den Anbau einer in den gemeinsamen Sortenkatalog aufgenommenen Sorte und in dem in Absatz 2, 3° vorgesehenen Fall Bedingungen für die Verwendung der aus dem Anbau hervorgegangenen Produkte einer in den gemeinsamen Sortenkatalog aufgenommenen Sorte vorzuschreiben.

Die in Absatz 1 angeführte Ermächtigung wird nur verlangt:

1° wenn nachgewiesen wird, dass sich der Anbau dieser Sorte hinsichtlich des Pflanzenschutzes auf den Anbau anderer Sorten oder Arten oder auf die Umwelt schädlich auswirken könnte, unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten auf diesem Gebiet;

2° wenn auf der Grundlage von amtlichen Anbauprüfungen in Belgien in entsprechender Anwendung von Artikel 7 Paragraph 4 festgestellt worden ist, dass die Sorte in keinem Teil seines Gebiets den Ergebnissen entspricht, die mit einer anderen in seinem Gebiet zugelassenen vergleichbaren Sorte erzielt worden sind, oder wenn allgemein bekannt ist, dass die Sorte aufgrund ihrer Beschaffenheit oder ihrer Reifeklasse in keinem Teil seines Gebiets zum Anbau geeignet ist;

3° wenn es - abgesehen von den Gründen, die beim Verfahren des Artikels 16, 2° bereits geltend gemacht wurden oder geltend gemacht werden konnten - triftige Gründe für die Annahme gibt, dass die Sorte ein Risiko für die menschliche Gesundheit oder für die Umwelt darstellt, unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten auf diesem Gebiet.

Der in Absatz 2, 2° erwähnte Fall bezieht sich ausschließlich auf die landwirtschaftlichen Pflanzenarten. Der Antrag muss vor Ablauf des dritten Kalenderjahres nach dem Jahr der Zulassung gestellt werden.

Art. 24 - Wird festgestellt, dass sich der Anbau einer Sorte, die in den gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder Gemüsearten aufgenommen ist, auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Bezug auf den Pflanzenschutz, auf den Anbau anderer Sorten oder Arten schädlich auswirken oder ein Risiko für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit darstellen könnte, so kann der Minister unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten auf diesem Gebiet einen Antrag an die Europäische Kommission richten, um ermächtigt zu werden, den Verkehr mit Saat- und Pflanzgut dieser Sorte in der Gesamtheit oder in einem Teil des Gebiets der Wallonischen Region zu verbieten.

Bei unmittelbarer Gefahr einer Ausbreitung von Schadorganismen oder bei unmittelbarer Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt kann der Minister den Vertrieb des Saat- oder Pflanzguts dieser Sorte in der Gesamtheit oder in einem Teil des Gebiets der Wallonischen Region bis zur endgültigen Entscheidung der Europäischen Kommission verbieten.

Art. 25 - Nimmt ein Mitgliedstaat die Zulassung einer von ihm ursprünglich zugelassenen Sorte zurück, so kann die Dienststelle diese Sorte weiter zulassen, wenn die Voraussetzungen für die Zulassung nach wie vor bestehen. Sofern es sich um eine Sorte handelt, für die eine Erhaltungszüchtung verlangt wird, bleibt diese Erhaltungszüchtung gewährleistet.

Art. 26 - Unbeschadet der in den Artikeln 23 und 24 angeführten Bestimmungen berührt der vorliegende Erlass nicht die Rechtsvorschriften, die zum Schutz der Gesundheit und des Lebens von Menschen, Tieren oder Pflanzen oder des gewerblichen oder kommerziellen Eigentums gerechtfertigt sind.

Art. 27 - Gemäß den Beschlüssen der Europäischen Einrichtungen und unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten auf diesem Gebiet legt der Minister besondere Bedingungen fest, um die Entwicklung in Bezug auf die Voraussetzungen für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut zu berücksichtigen.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 28 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen der Artikel 44 bis 55 des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur.

Art. 29 - § 1. Die folgenden Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

2° der Ministerialerlass vom 6. September 1974 zur Festlegung der Liste der landwirtschaftlichen Pflanzenarten, die dem Nationalen Amt für den Absatz von Landwirtschafts- und Gartenbauerzeugnissen gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 25. März 1952 zur Kontrolle vorgelegt werden können;

3° der Ministerialerlass vom 20. März 1975 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für die Ausarbeitung des Nationalen Sortenkatalogs der landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

4° der Ministerialerlass vom 1. Februar 1979 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für die Ausarbeitung des Nationalen Sortenkatalogs der Gemüsearten;

5° der Königliche Erlass vom 2. März 1983 zur Festlegung des Verfahrens für das Einreichen der Anträge auf Eintragung einer Art in die nationalen Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten.

§ 2. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog, in seiner zuletzt durch den Ministerialerlass vom 19. Juli 2013 abgeänderten Fassung, wird am 30. Juni 2014 aufgehoben.

Art. 30 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 1 :

Verzeichnis der Arten, die den Testprotokollen des Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO) entsprechen müssen
Landwirtschaftliche Pflanzen

Wissenschaftliche Bezeichnung	Gemeinsprachliche Bezeichnung	CPVO-Protokoll
<i>Festuca filiformis</i> Pourr.	Haar-Schafschwingel	TP 67/1 vom 23.6.2011
<i>Festuca ovina</i> L.	Schafschwingel	TP 67/1 vom 23.6.2011
<i>Festuca rubra</i> L.	Rotschwingel	TP 67/1 vom 23.6.2011
<i>Festuca trachyphylla</i> (Hack.) Krajina	Raublättriger Schafschwingel	TP 67/1 vom 23.6.2011
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	Welsches Weidelgras	TP 4/1 vom 23.6.2011
<i>Lolium perenne</i> L.	Deutsches Weidelgras	TP 4/1 vom 23.6.2011
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	Bastardweidelgras	TP 4/1 vom 23.6.2011
<i>Pisum sativum</i> L.	Futtererbse	TP 7/2 vom 11.3.2010
<i>Brassica napus</i> L.	Raps	TP 36/2 vom 16.11.2011
<i>Cannabis sativa</i> L.	Hanf	TP 276/1 vom 28.11.2012
<i>Helianthus annuus</i> L.	Sonnenblume	TP 81/1 vom 31.10.2002
<i>Linum usitatissimum</i> L.	Lein	TP 57/1 vom 21.3.2007
<i>Avena nuda</i> L.	Nackthafer	TP 20/1 vom 6.11.2003
<i>Avena sativa</i> L. (einschließlich <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Saathafer, Hafer (einschl. Mittelmeerhafer)	TP 20/1 vom 6.11.2003
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerste	TP 19/3 vom 21.3.2012
<i>Oryza sativa</i> L.	Reis	TP 16/2 vom 21.3.2012
<i>Secale cereale</i> L.	Roggen	TP 58/1 vom 31.10.2002
xTriticosecale Wittm. ex A. Camus	Hybriden aus der Kreuzung einer Art der Gattung <i>Triticum</i> mit einer Art der Gattung <i>Secale</i>	TP 121/2 Rev. 1 vom 16.2.2011
<i>Triticum aestivum</i> L.	Weizen	TP 3/4 Rev. 2 vom 16.2.2011
<i>Triticum durum</i> Desf.	Hartweizen	TP 120/2 vom 6.11.2003
<i>Zea mays</i> L.	Mais	TP 2/3 vom 11.3.2010
<i>Solanum tuberosum</i> L.	Kartoffel/Erdapfel	TP 23/2 vom 1.12.2005

Gemüse

Wissenschaftliche Bezeichnung	Gemeinsprachliche Bezeichnung	CPVO-Protokoll
Allium Cepa L. (Cepa-Gruppe)	Zwiebel und Lauchzwiebel	TP 46/2 vom 1.4.2009
Allium cepa L. (Aggregatum-Gruppe)	Schalotte	TP 46/2 vom 1.4.2009
Allium fistulosum L.	Schnittlauch	TP 161/1 vom 11.3.2010
Allium porrum L.	Porree	TP 85/2 vom 1.4.2009
Allium sativum L.	Knoblauch	TP 162/1 vom 25.3.2004
Allium schoenoprasum L.	Schnittlauch	TP 198/1 vom 1.4.2009
Apium graveolens L.	Stauden-/Stangensellerie	TP 82/1 vom 13.3.2008
Apium graveolens L.	Knollensellerie	TP 74/1 vom 13.3.2008
Asparagus officinalis L.	Spargel	TP 130/2 vom 16.2.2011
Beta vulgaris L.	Rote Rübe einschließlich der Sorte "Cheltenham beet"	TP 60/1 vom 1.4.2009
Brassica oleracea L.	Grünkohl	TP 90/1 vom 16.2.2011
Brassica oleracea L.	Blumenkohl/Karfiol	TP 45/2 vom 11.3.2010
Brassica oleracea L.	Broccoli oder Calabrese	TP 151/2 vom 21.3.2007
Brassica oleracea L.	Rosenkohl, Kohlsprossen	TP 54/2 vom 1.12.2005
Brassica oleracea L.	Kohlrabi	TP 65/1 vom 25.3.2004
Brassica oleracea L.	Wirsing, Weißkohl und Rotkohl	TP 48/3 vom 16.2.2011
Brassica rapa L.	Chinakohl	TP 105/1 vom 13.3.2008
Capsicum annum L.	Chili oder Paprika	TP 76/2 vom 21.3.2007
Cichorium endivia L.	Krausblättrige Endivie und vollblättrige Endivie	TP 118/2 vom 1.12.2005
Cichorium intybus L.	Wurzelzichorie	TP 172/2 vom 1.12.2005
Cichorium intybus L.	Chicorée	TP 173/1 vom 25.3.2004
Citrullus lanatus (Thumb.) Matsum. und Nakai	Wassermelone	TP 142/1 vom 21.3.2007
Cucumis melo L.	Melone oder Zuckermelone	TP 104/2 vom 21.3.2007
Cucumis sativus L.	Speisegurke und Gewürzgurke	TP 61/2 vom 13.3.2008
Cucurbita pepo L.	Gartenkürbis oder Zucchini	TP 119/1 vom 25.3.2004
Cynara cardunculus L.	Artischocke und Kardone	TP 184/2 vom 27.2.2013
Daucus carota L.	Karotte und Futtermöhre	TP 49/3 vom 13.3.2008
Foeniculum vulgare Mill.	Fenchel	TP 183/1 vom 25.3.2004
Lactuca sativa L.	Grüner Salat	TP 13/5 vom 16.2.2011
Solanum lycopersicum L.	Tomate/Paradeiser	TP 44/4 Rev. vom 27.2.2013
Petroselinum crispum (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	Petersilie	TP 136/1 vom 21.3.2007
Phaseolus coccineus L.	Prunkbohne oder Feuerbohne	TP 9/1 vom 21.3.2007
Phaseolus vulgaris L.	Buschbohne und Stangenbohne	TP 12/4 vom 27.2.2013
Pisum sativum L. (partim)	Runzelerbse, Rollerbse und Zuckererbse	TP 7/2 vom 11.3.2010
Raphanus sativus L.	Radieschen, Rettich	TP 64/2 vom 27.2.2013
Solanum melongena L.	Aubergine/Melanzani oder Eierfrucht	TP 117/1 vom 13.3.2008
Spinacia oleracea L.	Spinat	TP 55/5 vom 27.2.2013
Valerianella locusta (L.) Laterr.	Rapunzel oder Feldsalat/Vogersalat	TP 75/2 vom 21.3.2007
Vicia faba L. (partim)	Dicke Bohne oder Puffbohne	TP Broadbean/1 vom 25.3.2004
Zea mays L. (partim)	Süßmais und Puffmais	TP 2/3 vom 11.3.2010

Der Wortlaut dieser Protokolle ist auf der CPVO-Website (www.cpvo.europa.eu) zu finden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 2 : Verzeichnis der Arten, die den UPOV-Prüfungsrichtlinien entsprechen müssen
Landwirtschaftliche Pflanzen

Wissenschaftliche Bezeichnung	Gemeinsprachliche Bezeichnung	UPOV-Richtlinie
<i>Beta vulgaris</i> L.	Runkelrübe	TG/150/3 vom 4.11.1994
<i>Agrostis canina</i> L.	Hundsstraußgras	TG/30/6 vom 12.10.1990
<i>Agrostis gigantea</i> Roth.	Weißes Straußgras	TG/30/6 vom 12.10.1990
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	Flechtstraußgras	TG/30/6 vom 12.10.1990
<i>Agrostis capillaris</i> L.	Rotes Straußgras	TG/30/6 vom 12.10.1990
<i>Bromus catharticus</i> Vahl	Horntrespe	TG/180/3 vom 4.4.2001
<i>Bromus sitchensis</i> Trin.	Alaska-Trespe	TG/180/3 vom 4.4.2001
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Knaulgras	TG/31/8 vom 17.4.2002
<i>Festuca arundinacea</i> Schreber	Rohrschwengel	TG/39/8 vom 17.4.2002
<i>Festuca pratensis</i> Huds.	Wiesenschwengel	TG/39/8 vom 17.4.2002
x <i>Festulolium</i> Asch. et Graebn.	Hybriden aus der Kreuzung einer Art der Gattung <i>Festuca</i> mit einer Art der Gattung <i>Lolium</i>	TG/243/1 vom 9.4.2008
<i>Phleum nodosum</i> L.	Zwiebellieschgras, Knollentimothe	TG/34/6 vom 7.11.1984
<i>Phleum pratense</i> L.	Lieschgras	TG/34/6 vom 7.11.1984
<i>Poa pratensis</i> L.	Wiesenrispe	TG/33/6 vom 12.10.1990
<i>Lotus corniculatus</i> L.	Hornschotenklee	TG/193/1 vom 9.4.2008
<i>Lupinus albus</i> L.	Weißer Lupine	TG/66/4 vom 31.3.2004
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	Blaue Lupine, schmalblättrige Lupine	TG/66/4 vom 31.3.2004
<i>Lupinus luteus</i> L.	Gelbe Lupine	TG/66/4 vom 31.3.2004
<i>Medicago sativa</i> L.	Luzerne	TG/6/5 vom 6.4.2005
<i>Medicago</i> [00d7] <i>varia</i> T. Martyn	Bastardluzerne, Sandluzerne	TG/6/5 vom 6.4.2005
<i>Trifolium pratense</i> L.	Rotklee	TG/5/7 vom 4.4.2001
<i>Trifolium repens</i> L.	Weißklee	TG/38/7 vom 9.4.2003
<i>Vicia faba</i> L.	Ackerbohne	TG/8/6 vom 17.4.2002
<i>Vicia sativa</i> L.	Saatwicke	TG/32/7 vom 20.3.2013
<i>Brassica napus</i> L. var. <i>napobrassica</i> (L.) Rchb.	Kohlrübe	TG/89/6 Rev. vom 4.4.2001 + 1.4.2009
<i>Raphanus sativus</i> L. var. <i>oleiformis</i> Pers.	Ölrettich	TG/178/3 vom 4.4.2001
<i>Arachis hypogea</i> L.	Erdnuss	TG/93/3 vom 13.11.1985
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>silvestris</i> (Lam.) Briggs	Rübse	TG/185/3 vom 17.4.2002
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	Safflor	TG/134/3 vom 12.10.1990
<i>Gossypium</i> spp.	Baumwolle	TG/88/6 vom 4.4.2001
<i>Papaver somniferum</i> L.	Schlafmohn, Mohn	TG/166/3 vom 24.3.1999
<i>Sinapis alba</i> L.	Weißer Senf	TG/179/3 vom 4.4.2001
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	Sojabohne	TG/80/6 vom 1.4.1998
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Sorghum	TG/122/3 vom 6.10.1989

Gemüse

Wissenschaftliche Bezeichnung	Gemeinsprachliche Bezeichnung	UPOV-Richtlinie
Beta vulgaris L.	Mangold oder Beißkohl	TG/106/4 vom 31.3.2004
Brassica rapa L.	Speiserübe	TG/37/10 vom 4.4.2001
Cichorium intybus L.	Breitblättriger Chicorée oder Italienische Zichorie	TG/154/3 vom 18.10.1996
Cucurbita maxima Duchesne	Riesenkürbis	TG/155/4 Rev. vom 28.3.2007 + 1.4.2009
Rheum rhabarbarum L.	Rhabarber	TG/62/6 vom 24.3.1999
Scorzonera hispanica L.	Schwarzwurzel	TG/116/4 vom 24.3.2010
Solanum lycopersicum L. x Solanum habrochaites S. Knapp & D.M. Spooner; Solanum lycopersicum L. x Solanum peruvianum (L.) Mill.; Solanum lycopersicum L. x Solanum cheesmaniae (L. Ridley) Fosberg	Tomate - Wurzelstöcke	TG/294/1 vom 20.3.2013

Der Wortlaut dieser Richtlinien ist auf der UPOV-Website (www.upov.int) zu finden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Anlage 3 : Merkmale zur Prüfung des landeskulturellen Werts

1. Erträge
2. Resistenz gegen Schadorganismen
3. Verhalten gegen Umweltfaktoren
4. Qualität

Bei den Ergebnissen sind die angewandten Methoden anzugeben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204125]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, inzonderheid op artikel 3, 10°;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen in de nationale rassencatalogus;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1974 tot vaststelling van de rassencatalogus van de landbouwsoorten welke overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 maart 1952 aan de keuring van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten kunnen onderworpen worden;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 maart 1975 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van het Comité voor de samenstelling van de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 februari 1979 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van het Comité voor de samenstelling van de nationale rassencatalogus voor groentegewassen;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 maart 1983 tot vaststelling van de procedure van indiening der aanvragen om inschrijving van rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouw- of groentegewassen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 19 september 2013, goedgekeurd op 4 oktober 2013;

Gelet op advies nr. 54.787/4 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijving*

Artikel 1. Bij dit besluit worden de volgende Richtlijnen omgezet:

1^o Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassencatalogus van landbouwgewassen;

2^o Richtlijn 2003/90/EG van de Commissie van 6 oktober 2003 houdende bepalingen ter uitvoering van artikel 7 van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad met betrekking tot de kenmerken waartoe het onderzoek van bepaalde rassen van landbouwgewassen zich ten minste moet uitstrekken, en de minimumeisen voor dat onderzoek, zoals voor het laatst gewijzigd bij de uitvoeringsrichtlijn 2013/57/EU van de Commissie van 20 november 2013;

3^o Richtlijn 2003/91/EG van de Commissie van 6 oktober 2003 houdende bepalingen ter uitvoering van artikel 7 van de Richtlijn 2002/55/EG van de Raad wat betreft de kenmerken waartoe het onderzoek van bepaalde rassen van groentegewassen zich ten minste moet uitstrekken, en de minimumeisen voor dat onderzoek zoals voor het laatst gewijzigd bij de Uitvoeringsrichtlijn 2013/57/EU van de Commissie van 20 november 2013;

4^o Uitvoeringsrichtlijn 2013/57/UE van de Commissie van 20 november 2013 tot wijziging van de Richtlijnen 2003/90/EG en 2003/91/EG houdende bepalingen houdende bepalingen ter uitvoering van artikel 7 van respectievelijk Richtlijn 2002/53/EG en Richtlijn 2002/55/EG van de Raad, wat betreft de kenmerken waartoe het onderzoek van bepaalde rassen van landbouwgewassen en groentegewassen zich ten minste moet uitstrekken, en de minimumeisen voor dat onderzoek.

Bij dit besluit wordt Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o gemeenschappelijke rassencatalogus voor landbouwgewassen: de catalogus vastgesteld bij artikel 1, § 2, van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassencatalogus van landbouwgewassen;

2^o gemeenschappelijke rassencatalogus voor groentegewassen: de catalogus vastgesteld bij artikel 3, § 3, van Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad;

3^o officiële maatregelen: de maatregelen die bij een van de volgende instanties of personen worden genomen:

a) door de autoriteiten van een Staat;

b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een staat;

c) voor hulpwerkzaamheden, eveneens onder toezicht van een Staat, door beëdigde natuurlijke personen;

4^o de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen: de catalogus samengesteld uit de rassen die in de bij artikel 3 vastgestelde catalogus voor landbouwgewassen worden opgenomen, en de rassen van landbouwgewassen die in de catalogi van het Vlaamse Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden opgenomen;

5^o de nationale rassencatalogus voor groentegewassen: de catalogus samengesteld uit de rassen die in de bij artikel 4 vastgestelde catalogus voor groentegewassen worden opgenomen, en de rassen van groentegewassen die in de catalogi van het Vlaamse Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden opgenomen;

6^o het Comité: het Waalse Comité voor de vaststelling van de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen, ingesteld bij artikel 5;

7^o de Dienst: de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

8^o de Minister: de Minister van Landbouw.

Het eerste lid, 3^o, is van toepassing als de personen genoemd onder b) en c) geen bijzonder voordeel ontlennen aan het resultaat van de officiële maatregelen.

HOOFDSTUK II. — *Vaststelling van de catalogi*

Art. 3. § 1. Dit besluit stelt een catalogus van de rassen van landbouwgewassen vast die officieel voor certificering en voor het in de handel brengen worden toegelaten overeenkomstig:

1° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad;

2° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van groenvoedergrassen;

3° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

4° het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

5° het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen.

Op advies van het Comité worden de rassen door de Dienst toegelaten in de catalogus voor landbouwgewassen. De rassencatalogus voor landbouwgewassen is de bijdrage van het Waalse Gewest tot de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen. De catalogus kan door iedereen worden geraadpleegd.

§ 2. De rassen, zoals inteeltstammen of hybride rassen, die uitsluitend dienen voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, worden toegelaten in de rassencatalogus voor landbouwgewassen alleen voor zover de zaden ervan onder de naam van die rassen in de handel worden gebracht. De bepaling is eveneens van toepassing op andere rassen granen dan maïs, met betrekking tot zaad dat is bestemd voor keuring op het Waalse grondgebied. De rassen worden als zodanig in de catalogus opgenomen.

§ 3. Op advies van het Comité, neemt de Dienst de beslissing om een ras op te nemen in de catalogus, die in de gemeenschappelijke rassencatalogus van landbouwgewassen of in de catalogus van een andere Lidstaat van de Europese Unie wordt toegelaten. In dit geval zijn de verplichtingen bedoeld in artikel 9, in artikel 15, § 4, in artikel 16, 2°, en in artikel 16, 4° tot 7°, niet van toepassing.

Dit besluit is niet van toepassing op de rassen van landbouwgewassen waarvan bewezen is dat het zaaizaad of het potgoed worden uitgevoerd naar landen die geen deel uitmaken van de Europese Unie.

Art. 4. § 1. Dit besluit stelt een catalogus van de rassen van groentegewassen vast die voor certificering, voor de controle als "standaardzaad" en voor het in de handel brengen worden toegelaten overeenkomstig:

1° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van groentezaad en zaad van cichorei voor de industrie;

2° het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2007 betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en plantgoed van groentegewassen, met uitzondering van zaad.

Op advies van het Comité worden de rassen door de Dienst toegelaten in de catalogus voor groentegewassen. De rassencatalogus voor groentegewassen is de bijdrage van het Waalse Gewest tot de nationale rassencatalogus voor groentegewassen. De catalogus kan door iedereen worden geraadpleegd.

§ 2. De rassencatalogus voor groentegewassen wordt onderverdeeld al naar gelang van:

1° de rassen waarvan het zaad :

a) ofwel als "basiszaad" of als "gecertificeerd zaad" wordt goedgekeurd;

b) ofwel als "standaardzaad" wordt gecontroleerd;

2° de rassen waarvan het zaad enkel als "standaardzaad" wordt gecontroleerd.

§ 3. Het groentezaad wordt slechts goedgekeurd, gecontroleerd als "standaardzaad" en in de handel gebracht, wanneer hun ras in minstens één lidstaat van de Europese Unie officieel toegelaten is.

§ 4. Op advies van het Comité, neemt de Dienst de beslissing om een ras op te nemen in de catalogus, die in de gemeenschappelijke rassencatalogus van groentegewassen of in de catalogus van een andere Lidstaat van de Europese Unie wordt toegelaten. In dit geval zijn de verplichtingen bedoeld in artikel 9, in artikel 15, § 4, in artikel 16, 3° tot 7°, niet van toepassing.

Dit besluit is niet van toepassing op de rassen van groentegewassen waarvan bewezen is dat het zaaizaad wordt uitgevoerd naar landen die geen deel uitmaken van de Europese Unie.

Art. 5. Er wordt een Comité voor de opstelling van de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen opgericht. Het wordt belast met het overmaken aan de Dienst, in de vorm van een met redenen omkleed advies, van zijn voorstellen inzake de opname, het behoud of de schrapping van de rassen in de catalogi. Het Comité bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de "Université Catholique" van Louvain - Earth and Life Institute", of zijn plaatsvervanger;

2° een vertegenwoordiger van de Universiteit Luik - Gembloux "Agro-Bio Tech", of zijn plaatsvervanger;

3° twee vertegenwoordigers van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum Landbouwkundig Onderzoek) of hun plaatsvervanger;

4° twee vertegenwoordigers van de Dienst, die het voorzitterschap en het secretariaat verzorgen;

5° een vertegenwoordiger van het beproevingscentrum die, voor de ras onderworpen aan het advies van het Comité, de officiële proeven bedoeld in artikel 9 heeft uitgevoerd;

6° één vertegenwoordiger van het pilootcentrum, in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 9 april 2004 betreffende de erkenning van Pilootcentra voor ontwikkeling en vulgarisatie inzake landbouw, van de productiesector die betrokken is door de ras onderworpen aan het advies van het Comité.

De leden van het Comité bedoeld in het 1° lid, 1°, 2° en 3°, worden benoemd door de Minister. Het Comité maakt een huishoudelijk reglement op voor zijn werking en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

HOOFDSTUK III. — *Criteria voor de opneming in de catalogi*

Art. 6. § 1. Een ras wordt alleen toegelaten in een van de catalogi bedoeld in de artikelen 3 en 4 wanneer het onderscheidbaar, bestendig en voldoende homogeen is.

Een ras dat wordt toegelaten in de rassencatalogus voor landbouwgewassen of een ras industriële cichorei dat wordt toegelaten in de catalogus van de rassen van groentegewassen, bezit een voldoende cultuur- of gebruikswaarde.

§ 2. Een onderzoek naar de cultuur- en gebruikswaarde is niet noodzakelijk:

1° voor de toelating van grassen, wanneer de kweker verklaart dat het zaaizaad van zijn ras niet bestemd is voor de teelt van voedergewassen;

2° voor de toelating van rassen waarvan het zaaizaad bestemd is voor verkoop in een andere Lidstaat die deze rassen mede op grond van hun cultuur- en gebruikswaarde heeft toegelaten;

3° voor de toelating van rassen (ingeteelde stammen, hybriden) die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor hybriderassen die voldoen aan de in paragraaf 1 vermelde eisen.

In het geval van de rassen bedoeld in het eerste lid, 1°, is de Minister ertoe gemachtigd om te beslissen, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, dat na een passend onderzoek moet blijken dat de rassen geschikt zijn voor het gebruik waarvoor zij volgens verklaring bestemd zijn. In dergelijke gevallen, worden de voorwaarden in verband met het onderzoek vastgesteld.

§ 3. Een genetisch gemodificeerd ras wordt slechts toegelaten als het in de handel brengen ervan toegelaten is overeenkomstig de geldende Europese wetgeving die van toepassing is op genetisch gemodificeerde organismen en de teksten die ze omzetten.

§ 4. In het belang van de instandhouding van plantaardige genetische bronnen, kan de Minister beslissingen nemen, overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie, in verband met de aanvaardingscriteria betreffende onderscheidbaarheid, bestendigheid en homogeniteit die afwijken van de criteria bedoeld in paragraaf 1.

Art. 7. § 1. Een ras is, ongeacht de kunstmatige of natuurlijke oorsprong van de eerste mutatie waaruit het is ontstaan, onderscheidbaar wanneer het zich door een of meer belangrijke eigenschappen duidelijk onderscheidt van elk ander in de Europese Unie bekend ras. De eigenschappen worden duidelijk herkend en beschreven.

Als in de Europese Unie bekend ras wordt beschouwd ieder ras dat, op het ogenblik waarop de aanvraag tot toelating van het te beoordelen ras volgens de voorschriften wordt ingediend:

1° ofwel voorkomt op de gemeenschappelijke rassencatalogus voor landbouwgewassen of op de gemeenschappelijke rassencatalogus voor groentegewassen;

2° ofwel, zonder op één van de catalogi te staan, is toegelaten dan wel het onderwerp is van een aanvraag tot toelating in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie, hetzij tot de keuring en de handel, hetzij tot de keuring voor andere landen, hetzij tot de controle als standaardzaad.

Het tweede lid is van toepassing wanneer de voorwaarden bedoeld in 1° en 2° niet meer vervuld zijn in alle betrokken Lidstaten vóór de beslissing met betrekking tot de aanvraag tot toelating van het te beoordelen ras.

2. Een ras is bestendig wanneer het na opeenvolgende vermeerderingen of, wanneer de kweker een bijzondere vermeerderingscyclus heeft vastgesteld, op het einde van elke cyclus, wat de wezenlijke eigenschappen betreft nog aan zijn beschrijving beantwoordt.

3. Een ras is voldoende homogeen indien de planten van dit ras - afgezien van enkele afwijkingen - rekening houdend met de bijzonderheden van het voortplantingssysteem van de planten, ten aanzien van alle daarvoor in aanmerking genomen eigenschappen met elkaar overeenstemmen of genetisch identiek zijn.

§ 4. Een ras bezit voldoende cultuur- of gebruikswaarde wanneer het ten opzichte van de andere in de nationale rassencatalogus van de rassen van landbouwgewassen of van de nationale catalogus van de rassen van groentegewassen toegelaten rassen door het geheel van zijn hoedanigheden, ten minste voor de productie in een bepaald gebied, een duidelijke verbetering betekent, hetzij voor de teelt, hetzij voor de valorisatie van de oogst of van de daaruit verkregen producten. Een lager niveau van bepaalde eigenschappen kan door andere gunstige eigenschappen gecompenseerd worden.

Art. 8. De uit andere lidstaten afkomstige rassen worden, met name wat de procedure tot toelating betreft, onderworpen aan dezelfde voorwaarden als die welke voor de rassen bedoeld in de artikelen 3 en 4 gelden.

Art. 9. § 1. Een ras wordt slechts in de rassencatalogus van de rassen van landbouwgewassen of in de nationale catalogus van de rassen van groentegewassen toegelaten na officieel onderzoek, dat in het bijzonder op het veld is verricht en betrekking heeft op een voldoende groot aantal kenmerken om het ras te kunnen beschrijven. Voor het vaststellen van deze kenmerken moeten nauwkeurige en betrouwbare methoden worden gebruikt. Om de onderscheidbaarheid te bepalen omvatten de onderzoeken op het veld ten minste de beschikbare vergelijkbare rassen die in de Europese Unie bekend zijn in de zin van artikel 7, § 1. Voor de toepassing van de verplichtingen van artikel 15 die betrekking hebben tot de nomenclatuur, behoren hiertoe andere beschikbare vergelijkbare rassen.

In het geval van de rassen waarvan het zaaizaad enkel wordt gecontroleerd als standaardzaad, kunnen de resultaten van onofficiële onderzoeken en praktische informatie die bij het kweken is verkregen in aanmerking worden genomen, in relatie met de resultaten van een officieel onderzoek, behoudens andersluidende bepalingen van de Europese unie.

De Dienst laat de officiële onderzoeken verrichten.

§ 2. De kenmerken die bij het onderzoek van de verschillende soorten ten minste dienen te worden onderzocht en de minimale voorwaarden betreffende de uitvoering van de onderzoeken worden bepaald in artikel 10.

§ 3. Indien een onderzoek van de genealogische bestanddelen noodzakelijk is voor de studie van hybriden en kunstmatig verkregen rassen, dragen de resultaten van dit onderzoek en de beschrijving van de genealogische bestanddelen, indien de kweker daarom verzoekt, een vertrouwelijk karakter dragen.

§ 4. Een ras, dat bestemd is om te worden gebruikt in voedingsmiddelen of in voedermiddelen voor dieren, zoals bepaald in de artikelen 2 en 3 van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaan-gelegenheden, in de Unie op de markt worden gebracht, wordt enkel toegelaten als het overeenkomstig de vigerende wetgeving wordt toegelaten.

Art. 10. § 1. De officiële onderzoeken die uitgevoerd worden met het oog op de toelating van de rassen van planten- en groentegewassen in de rassencatalogi, ten aanzien van het onderzoek op onderscheidbaarheid, bestendigheid en homogeniteit, hebben betrekking :

1° wat betreft de gewassen opgenomen in bijlage I, op de vereisten opgenomen in de "Protocollen inzake het onderzoek naar onderscheidbaarheid, homogeniteit en bestendigheid" van de raad van bestuur van het Communautair Bureau voor Plantenrassen (CBP), waarvan de lijst staat vermeld in dezelfde bijlage 1;

2° wat betreft de gewassen opgenomen in bijlage 2, op de testrichtsnoeren voor het uitvoeren van het onderzoek naar onderscheidbaarheid, homogeniteit en bestendigheid van de Internationale Unie tot Bescherming van Kweekproducten (U.P.O.V.), waarvan de lijst staat vermeld in dezelfde bijlage 2.

§ 2. Alle raskenmerken in de zin van paragraaf 1, 1°, en alle met een asterisk (*) aangegeven kenmerken in de testrichtsnoeren bedoeld in paragraaf 1, 2°, worden in aanmerking genomen, tenzij de waarneming van een bepaald kenmerk onmogelijk wordt gemaakt door de expressie van een ander kenmerk, of de expressie van een kenmerk wordt verhinderd door de omstandigheden waaronder het onderzoek plaatsvindt.

Bij het onderzoek van de in bijlagen I en II opgenomen gewassen wordt voldaan aan de minimumeisen betreffende het verrichten van het onderzoek met betrekking tot proefopzet en teeltomstandigheden, die zijn opgenomen in de in de bijlagen 1 en 2 vermelde testrichtsnoeren.

§ 3. Wat betreft het examen betreffende de cultuur- en gebruikswaarde, hebben de officiële onderzoeken die uitgevoerd worden met het oog op de toelating in de rassencatalogus van de rassen van landbouwgewassen, betrekking op de kenmerken opgesomd in bijlage 3, onverminderd artikel 6, § 2.

§ 4. De Minister wijzigt de bijlagen 1, 2 en 3, en neemt elke nodige maatregelen om de aard, de procedure of de duur van de officiële onderzoeken aan te passen voor de toelating van de rassen van planten- en groentegewassen in de rassencatalogi, om zich te richten naar de evolutie van de wetgeving van de Europese unie. De protocollen en testrichtsnoeren bedoeld in de bijlagen 1 en 2 zijn van toepassing vanaf 1 juli 2014 en zijn ook van toepassing op de proeven opgestart vóór 1 juli 2014.

HOOFDSTUK IV. — *Inschrijvingsprocedure in de catalogi*

Art. 11. Een ras kan allen toegelaten worden in de rassencatalogus wanneer een verzoek ingediend wordt. Bij het indienen van het verzoek om opneming van een ras moet de aanvrager aangeven of er voor dit ras reeds een verzoek werd ingediend in een andere lidstaat die hij nader bepaalt, in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De aanvrager vermeldt het resultaat van dit verzoek.

Art. 12. § 1. De inschrijvingsaanvraag van een ras in de rassencatalogus van de rassen van landbouwgewassen of in de catalogus van de rassen van groentegewassen wordt gericht aan de Dienst. De aanvraag wordt ingediend in drievoud op een formulier dat door de Dienst ter beschikking wordt gesteld, hetzij door:

- a) de kweker of zijn rechtverkrijgende, hierna "de aanvrager" genoemd;
- b) een aanvraag gemachtigde die in België woont.

Als de aanvrager niet in België woont of als er meer dan één aanvrager is, wordt een aanvraag gemachtigde aangewezen die in België woont. Als er een aanvraag gemachtigde is aangewezen, verlopen alle administratieve handelingen van de Dienst gericht aan de aanvraag gemachtigde. De aanvrager wijst de persoon (-onen) aan die verantwoordelijk is (zijn) voor de instandhouding.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op de inschrijvingsaanvraag van een ras dat onder het toepassingsgebied valt van:

1° het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteeld worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten.

De aanvraag bedoeld in het eerste lid voldoet aan de voorwaarden en wordt verricht volgens de modaliteiten bepaald in de teksten bedoeld in het eerste lid en hun uitvoeringsbesluiten.

Art. 13. § 1. De inschrijvingsaanvraag is geldig onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° ze bevat de gegevens bedoeld in artikel 14, en wordt ingediend vóór de datum vastgesteld door de Dienst voor elk ras;

2° aan de voorwaarden voor de betaling van de vergoedingen vorschuldigd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen is voldaan.

§ 2. Er wordt geacht dat van de inschrijvingsaanvraag wordt afgezien als aan de voorwaarden bepaald in paragraaf 1 niet wordt voldaan, als het proefmateriaal met betrekking tot de aanvraag niet wordt opgestuurd naar het beproevingscentrum binnen de termijn bepaald door de Dienst of als het materiaal niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 14, § 2.

Art. 14. § 1. De aanvraag tot inschrijving bevat:

1° de naam en het adres van de aanvrager, van de kweker, in voorkomend geval van de aanvraaggemachtigde;

2° de naam en het adres van de persoon (-onen) die verantwoordelijk is (zijn) voor de instandhouding;

3° als een aanvraaggemachtigde is aangesteld, de volmacht;

4° de naam van het ras waartoe het ras behoort;

5° de voorlopige referentie om het ras te identificeren en, in voorkomend geval, de voorgestelde benaming of de in een andere Staat reeds goedgekeurde of voorgestelde benaming;

6° de beschrijving van het ras met ten minste de kenmerken, gevraagd in de technische vragenlijsten van de protocollen of testrichtsnoeren bedoeld in artikel 10;

7° de kenmerken van het ras die het onderscheiden van de reeds bekende rassen en een beschrijving van de wijze waarop het ras werd gewonnen of gevonden;

8° alle stukken en inlichtingen die de aanvraag verduidelijken of dienstig zijn voor het onderzoek van het ras;

9° onverminderd de toepassing van artikel 11, in voorkomend geval, het bewijs dat een aanvraag tot onderzoek op onderscheidbaarheid, bestendigheid en homogeniteit zoals bedoeld in artikel 10, is ingediend, hetzij:

a) bij de bevoegde overheid van een andere lidstaat, van het Vlaamse Gewest of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) in het kader van een aanvraag van het kwekersrecht bij een andere lidstaat, van het Vlaamse Gewest of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van het Communautair Bureau voor Plantenrassen;

10° de toelating om met de bevoegde overheden van elke andere Lidstaat van de Europese unie of de bevoegde diensten van het Communautair Bureau voor Plantenrassen alle nuttige inlichtingen en materiaal met betrekking tot het ras uit te wisselen.

Het gevolg dat aan de aanvraag bedoeld in het eerste lid, 9°, wordt gegeven, wordt aan de Dienst meegedeeld en maakt volledig deel uit van het inschrijvingsdossier van het ras.

§ 2. Het proefmateriaal dat overeenstemt met de inschrijvingsaanvraag voldoet minstens aan de voorwaarden van de protocollen of testrichtsnoeren bedoeld in artikel 10. In overleg met het beproevingscentrum dat de onderzoeken verricht, bepaalt de Dienst de hoeveelheden en bijzondere eisen waaraan het materiaal en de verpakking moeten voldoen. Het proefmateriaal wordt opgestuurd, op kosten van de aanvrager, naar het door de Dienst aangewezen beproevingscentrum. De uiterste ontvangstdata van het proefmateriaal worden bepaald door de Dienst.

§ 3. De Minister wordt ertoe gemachtigd om de artikelen 12, 13 en 14 betreffende de inschrijvingsprocedure in de catalogi te wijzigen om te voldoen aan de door de internationale instanties vastgestelde eisen, om de procedures aan te passen aan de gemotiveerde aanvragen van de zaadsector, van de beproevingscentra of van het Comité.

HOOFDSTUK V. — *Informatiebeheer*

Art. 15. § 1. De Dienst zorgt voor de officiële bekendmaking van de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen met de naam van de persoon (-onen) die verantwoordelijk is (zijn) voor de instandhouding. Als verschillende personen verantwoordelijk zijn van de instandhouding van een ras, behoeven hun namen niet te worden bekendgemaakt. Worden deze namen niet vermeld, dan wordt in de catalogus aangegeven dat de Dienst de lijst van de namen van de personen die voor de instandhouding verantwoordelijk zijn, ter beschikking legt.

§ 2. Bij toelating van een ras in de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen, wordt zorg gedragen dat dit ras, voor zover mogelijk, dezelfde benaming als in andere Lidstaten van de Europese unie draagt. Indien bekend is dat zaaizaad of pootgoed van een ras in een ander land onder een andere benaming in de handel wordt gebracht, wordt deze andere benaming eveneens in de catalogus vermeld.

§ 3. Een ras dat, rekening houdend met de beschikbare informatie, zich niet duidelijk onderscheidt van een ras dat in een andere Lidstaat was toegelaten, of van een ander ras dat inzake de onderscheidbaarheid, de bestendigheid en de homogeniteit is beoordeeld volgens de regels van dit besluit, zonder evenwel een in de Europese Gemeenschap bekend ras in de zin van artikel 7, § 1, tweede lid, te zijn, draagt de naam van het ras dat in een andere Lidstaat wordt toegelaten of van het ras dat inzake de onderscheidbaarheid, de bestendigheid en de homogeniteit is beoordeeld.

Het eerste lid is niet van toepassing als de benaming misleidend of verwarrend kan werken voor wat het ras betreft, of indien andere feiten krachtens de gezamenlijke voorschriften van de betrokken lidstaat inzake de rasbenamingen het gebruik ervan beletten, of indien een recht van een derde het vrije gebruik van deze benaming voor het betrokken ras in de weg staat.

§ 4. Voor elk toegelaten ras, maakt de Dienst een dossier op met een beschrijving van het ras en een duidelijke samenvatting van alle feiten waarop de toelating is gegrond. De beschrijving van de rassen heeft betrekking op planten welke direct verkregen zijn van zaaizaad of pootgoed van de categorieën "gecertificeerd zaaizaad en pootgoed" of van de categorie "standaardzaad".

§ 5. Genetisch gemodificeerd rassen worden duidelijk als zodanig vermeld in de catalogus waar ze worden toegelaten. Al wie een dergelijk ras in de handel brengt dient in zijn verkoopscatalogus duidelijk aan te geven dat het ras genetisch gemodificeerd is.

6. Wat de geschiktheid van een rasbenaming betreft, is artikel 63 van Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht van toepassing. Nadere bepalingen zijn vastgelegd in Verordening (EG) nr. 637/2009 van de Commissie van 22 juli 2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen betreffende de geschiktheid van rasbenamingen voor landbouw- en groentegewassen.

Art. 16. De Dienst heeft de volgende opdrachten:

1° elke aanvraag of intrekking van een aanvraag om toelating van een ras, de opneming ervan in de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen en de wijzigingen ervan onverwijld ter kennis te brengen van de overige Lidstaten en van de Europese Commissie;

2° aan het Vlaamse Gewest en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de lidstaten en aan de Europese Commissie, voor elk nieuw ras toegelaten in de catalogus van de rassen van landbouwgewassen een korte beschrijving van de belangrijkste eigenschappen voor zijn gebruik overmaken;

3° aan het Vlaamse Gewest en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de lidstaten en aan de Europese Commissie, voor elk nieuw ras toegelaten in de catalogus van de rassen van groentegewassen een korte beschrijving overmaken van de belangrijkste eigenschappen waarvan hij na de procedure tot toelating kennis heeft;

4° aan het Vlaamse Gewest en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de lidstaten en aan de Europese Commissie, voor elk nieuw ras toegelaten in de catalogus van de rassen van landbouwgewassen of in de catalogus van de rassen van groentegewassen, de kenmerken overmaken die het ras onderscheiden van de andere soortgelijke rassen;

5° de bij artikel 15, § 4, bedoelde dossiers betreffende de toegelaten rassen of de rassen die niet meer zijn toegelaten, ter beschikking stellen van de het Vlaamse Gewest, van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de lidstaten en van de Europese Commissie;

6° de toelatingsdossiers, voor uitsluitend persoonlijk gebruik laten raadplegen door iedereen die het belang daarvan kan rechtvaardigen;

7° bij het weigeren of bij het intrekken van de toelating van een ras, de resultaten van het onderzoek ter beschikking stellen van de bij deze beslissing betrokken personen.

De bepaling bedoeld in het eerste lid, 2°, is niet van toepassing als het gaat om rassen van landbouwgewassen die uitsluitend dienen voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, zoals ingeteelde stammen of hybriden. De wederzijdse inlichtingen betreffende de dossiers bedoeld in het eerste lid, 5°, blijven vertrouwelijk. De bepaling bedoeld in het eerste lid, 6°, is niet van toepassing als, krachtens artikel 9, § 3, de gegevens vertrouwelijk blijven.

Art. 17. De Dienst maakt de volgende informatie bekend:

1° de aanvragen tot opneming in de rassencatalogi en de intrekkingen van de aanvragen tot opneming;

2° de voorgestelde en goedgekeurde benamingen van rassen;

3° de beslissingen betreffende de opnemingen van rassen;

4° de rassen die geschrapt zijn van de catalogus;

5° de wijzigingen van de identificatiegegevens van de aanvrager, van de aanvraag gemachtigde of van de instandhouder;

6° de uiterste ontvangstdata van de inschrijvingsaanvragen in de rassencatalogi;

7° de door het beproevingscentrum belast met de officiële onderzoeken ontvangen instructies in verband met het proefmateriaal: de uiterste ontvangstdata, de hoeveelheden en de bijzondere eisen waaraan het materiaal en de verpakking moeten voldoen.

HOOFDSTUK VI. — *Instandhouding, duur van de toelating, verlenging, vernietiging en schrapping*

Art. 18. De rassen die worden toegelaten in de rassencatalogus voor landbouwgewassen of in de rassencatalogus voor van groentegewassen worden in stand gehouden. De Dienst is belast met de controle van de instandhouding. De instandhouding moet altijd gecontroleerd kunnen worden aan de hand van aantekeningen, gemaakt door de voor het ras verantwoordelijke persoon of personen. Deze aantekeningen moeten eveneens betrekking hebben op de productie van alle aan het basiszaad voorafgaande generaties. Aan de voor het ras verantwoordelijke personen kunnen monsters worden gevraagd. Zo nodig kunnen deze officieel worden genomen.

Wanneer de instandhouding van een ras dat op de nationale rassencatalogus van een andere lidstaat van de Europese unie, in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegelaten is, in het Waalse Gewest plaatsvindt, zal de betrokken lidstaat of het betrokken Gewest, met betrekking tot de controle, van eventueel nodige officiële medewerking genieten. Deze wordt eveneens aan de lidstaat of aan de Gewesten verstrekt waar de instandhouding plaatsvindt van een ras dat in de catalogus van de rassen van landbouwgewassen en van de catalogus van de rassen van groentegewassen toegelaten is.

Art. 19. Een ras wordt in de rassencatalogus van de rassen van landbouwgewassen of in de rassencatalogus van de rassen van groentegewassen toegelaten tot aan het einde van het tiende kalenderjaar na de toelating. De toelating van een ras wordt verlengd per periodes van vijf jaar, wanneer dit gerechtvaardigd is op grond van het belang van de handhaving van de teelt ervan, en voor zover aan de voorwaarden inzake onderscheidbaarheid, homogeniteit en bestendigheid wordt voldaan.

Een ras dat wordt behouden met het oog op de handhaving van plantaardige genetische hulpbronnen voldoet, voor de hernieuwing van zijn toelating, aan de criteria bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen, of

bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2010 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van de groentegewassen die traditioneel geteeld worden in specifieke streken of die geen handelswaarde hebben, alsook voor het in de handel brengen van de zaden van die soorten.

Behoudens in geval van een ras dat wordt behouden met het oog op de handhaving van plantaardige genetische hulpbronnen, wordt de aanvraag tot hernieuwing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de toelating ingediend. De duur van een toelating wordt voorlopig verlengd totdat er een beslissing is genomen inzake de aanvraag tot verlenging.

Art. 20. De Dienst ziet erop toe dat twijfel die na de toelating van een ras is gerezen met betrekking tot de beoordeling van het onderscheid of van de benaming op het tijdstip van toelating, wordt opgeheven.

Wanneer na de toelating van een ras blijkt dat op het tijdstip van toelating niet aan de voorwaarde van onderscheidbaarheid in de zin van artikel 7 is voldaan, wordt de toelating vervangen door een andere beslissing, in voorkomend geval de vernietiging ervan. Krachtens deze andere beslissing wordt het ras, vanaf het moment van zijn aanvankelijke toelating, niet meer als een in de Europese unie bekend ras in de zin van artikel 7, lid 1, beschouwd.

Wanneer, na de toelating van een ras, blijkt dat de benaming in de zin van artikel 15 op het tijdstip van toelating niet aanvaardbaar was, wordt de benaming zodanig aangepast dat zij overeenkomt met de bepalingen van dit besluit. De vroegere benaming wordt tijdelijk als extra benaming gebruikt.

De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel overeenkomstig de beslissingen van de Europese Unie.

Art. 21. § 1. De toelating van een ras wordt ingetrokken in de volgende gevallen:

1° indien bij het onderzoek is aangetoond dat een ras niet meer onderscheidbaar, bestendig of voldoende homogeen is;

2° op verzoek van de voor het ras verantwoordelijke persoon of personen, tenzij een instandhouding verzekerd blijft.

§ 2. De toelating van een ras wordt ingetrokken in de volgende gevallen:

1° wanneer de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die uit hoofde van dit besluit zijn vastgesteld, niet worden nagekomen;

2° wanneer bij de aanvraag tot toelating of bij het onderzoek onjuiste of misleidende inlichtingen zijn verstrekt ten aanzien van feiten waarvan de toelating afhankelijk is gesteld.

Art. 22. Een ras wordt van de nationale rassencatalogus afgevoerd indien de toelating van dit ras wordt ingetrokken of indien de geldigheidsduur van de toelating is verstreken.

De Dienst kan een uitlooptermijn toestaan voor de keuring, de controle van het standaardzaad en het in de handel brengen van zaaizaad of pootgoed op het Waalse gebied tot en met uiterlijk 30 juni van het derde jaar na het einde van de toelating van het ras. De toegestane afwijkingen worden in de rassencatalogus vermeld.

Voor rassen die voorkwamen in de gemeenschappelijke rassencatalogus, geldt de uitlooptermijn die het laatst verstrijkt van de termijnen die zijn toegestaan door de diverse Lidstaten van de Europese unie, voorzover het zaaizaad niet aan enige handelsbeperking ten aanzien van het ras is onderworpen.

Art. 23. § 1. Zaaizaad en pootgoed van rassen toegelaten in tenminste één lidstaat van de Europese Unie, overeenkomstig de nationale bepalingen die Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 omzetten betreffende de gemeenschappelijke rassencatalogus voor landbouwgewassen of overeenkomstig de nationale bepalingen die Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 omzetten betreffende het in de handel brengen van groentezaad, of overeenkomstig de beginselen van de Richtlijnen 2002/53/EG of 2002/55/EG, worden, na publicatie in de gemeenschappelijke rassencatalogus, aan geen enkele handelsbeperking betreffende het ras onderworpen.

2. De Minister kan een verzoek aan de Europese Commissie indienen om te worden gemachtigd het gebruik van een ras opgenomen in de gemeenschappelijke catalogus op het gehele of een deel van het grondgebied te verbieden, of voor een ras opgenomen in de gemeenschappelijke catalogus passende teeltvoorwaarden en, in het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, voor de uit de teelt verkregen producten passende gebruiksvoorwaarden voor te schrijven.

De machtiging bedoeld in het eerste lid wordt slechts verzocht in de volgende gevallen:

1° indien het bewijs wordt geleverd dat de teelt van dit ras in fytosanitair opzicht schadelijk kan zijn voor de teelt van andere rassen of gewassen, onverminderd de ter zake federale bevoegdheden;

2° wanneer op basis van officiële in België in overeenkomstige toepassing van artikel 7, § 4, verrichte onderzoeken te velde is geconstateerd dat het ras, op geen enkel gedeelte van het grondgebied de resultaten oplevert die worden verkregen met een vergelijkbaar ras dat is toegelaten, of wanneer algemeen bekend is dat het ras wegens zijn vorm of rijpheidsklasse op geen enkel gedeelte van het grondgebied voor de teelt geschikt is;

3° wanneer er andere redenen zijn dan dewelke die reeds zijn genoemd of kunnen zijn genoemd tijdens de in artikel 16, § 2, bedoelde procedure, die aantonen dat het ras een gevaar inhoudt voor de menselijke gezondheid of voor het milieu, onverminderd de ter zake federale bevoegdheden.

Het geval bedoeld in het tweede lid, 2°, heeft enkel betrekking op landbouwgewassen. Het verzoek moet voor het einde van het derde kalenderjaar na de toelating worden ingediend.

Art. 24. Indien er wordt geconstateerd dat de teelt op het grondgebied van het Waalse Gewest van een in de gemeenschappelijke rassencatalogus van landbouwgewassen of groentegewassen opgenomen ras in fytosanitair opzicht schadelijk zou kunnen zijn voor de teelt van andere rassen of gewassen, of een risico voor de menselijke gezondheid of voor het milieu met zich zou kunnen brengen, kan de Minister, onverminderd de ter zake federale bevoegdheden, een verzoek aan de Europese Commissie indienen om te worden gemachtigd de handel in zaaizaad of pootgoed van dit ras op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest of op een deel daarvan te verbieden.

Bij onmiddellijk gevaar van verbreiding van schadelijke organismen, of onmiddellijk gevaar voor de menselijke gezondheid of het milieu kan de Minister de handel in zaaizaad of pootgoed van dit ras op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest of op een deel daarvan verbieden, in afwachting van een definitieve beslissing van de Europese commissie.

Art. 25. De Dienst bepaalt of een ras, dat geschrapt is van de catalogus van het land waar het oorspronkelijk is toegelaten, gehandhaafd blijft op de rassencatalogus, indien de voorwaarden voor toelating blijven gelden. Indien het gaat om een ras waarvoor een instandhouding vereist is, moet deze verzekerd blijven.

Art. 26. Behoudens de bepalingen van het artikelen 23 en 24, doet dit besluit geen afbreuk aan de bepalingen van de wetgeving betreffende de bescherming van het leven en de gezondheid van personen en dieren of het behoud van planten of betreffende de bescherming van de industriële of commerciële eigendom.

Art. 27. Overeenkomstig de beslissingen van de Europese instellingen en onverminderd de ter zake federale bevoegdheden, kan de Minister specifieke voorwaarden vastleggen om rekening te houden met de ontwikkelingen in verband met de voorwaarden waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 28. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd en gestraft overeenkomstig de artikelen 44 tot 55 van het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur.

Art. 29. § 1. De volgende akten worden geschrapt:

1° het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

2° het ministerieel besluit van 6 september 1974 tot vaststelling van de rassenlijst van de landbouwsoorten welke overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 maart 1952 aan de keuring van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten kunnen onderworpen worden;

3° het ministerieel besluit van 20 maart 1975 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van het Comité voor de samenstelling van de nationale rassencatalogus voor landbouwgewassen;

4° het ministerieel besluit van 1 februari 1979 houdende regeling van de samenstelling en van de werking van het Comité voor de samenstelling van de nationale rassencatalogus voor groentegewassen;

5° het ministerieel besluit van 2 maart 1983 tot vaststelling van de procedure van indiening der aanvragen om inschrijving van rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouw- of groentegewassen.

§ 2. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen in de nationale rassencatalogus, zoals voor het laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 juli 2013, wordt opgeheven op 30 juni 2014.

Art. 30. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Bijlage 1: Lijst van de gewassen die moeten voldoen aan de CBP-testprotocollen
Landbouwgewassen

Wetenschappelijke naam	Gebruikelijke benaming	CBP-Protocol
<i>Festuca filiformis</i> Pourr.	Fijnbladig schapengras	TP 67/1 van 23.6.2011
<i>Festuca ovina</i> L.	Schapengras	TP 67/1 van 23.6.2011
<i>Festuca rubra</i> L.	Roodzwenkgras	TP 67/1 van 23.6.2011
<i>Festuca trachyphylla</i> (Hack.) Krajina	Hardzwenkgras	TP 67/1 van 23.6.2011
<i>Lolium multiflorum</i> Lam.	Italiaans raaigras	TP 4/1 van 23.6.2011
<i>Lolium perenne</i> L.	Engels raaigras	TP 4/1 van 23.6.2011
<i>Lolium x boucheanum</i> Kunth	Gekruist raaigras	TP 4/1 van 23.6.2011
<i>Pisum sativum</i> L.	Voedererwt	TP 7/2 van 11.3.2010
<i>Brassica napus</i> L.	Koolzaad	TP 36/2 van 16.11.2011
<i>Cannabis sativa</i> L.	Hennep	TP 276/1 van 28.11.2012
<i>Helianthus annuus</i> L.	Zonnebloem	TP 81/1 van 31.10.2002
<i>Linum usitatissimum</i> L.	Vlas/lijnzaad	TP 57/1 van 21.3.2007
<i>Avena nuda</i> L.	Naakte haver	TP 20/1 van 6.11.2003
<i>Avena sativa</i> L. (met inbegrip van <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Haver en Byzantijnse haver	TP 20/1 van 6.11.2003
<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerst	TP 19/3 van 21.3.2012
<i>Oryza sativa</i> L.	Rijst	TP 16/2 van 21.3.2012
<i>Secale cereale</i> L.	Rogge	TP 58/1 van 31.10.2002
<i>xTriticosecale</i> Wittm. ex A. Camus	Hybriden die het gevolg zijn van de kruising van een soort van het geslacht <i>Triticum</i> met een soort van het geslacht <i>Secale</i>	TP 121/2 herz. 1 van 16.2.2011
<i>Triticum aestivum</i> L.	Tarwe	TP 3/4 herz. 2 van 16.2.2011
<i>Triticum durum</i> Desf.	Harde tarwe	TP 120/2 van 6.11.2003
<i>Zea mays</i> L.	Maïs	TP 2/3 van 11.3.2010
<i>Solanum tuberosum</i> L.	Aardappel	TP 23/2 van 1.12.2005

Groentegewassen

Wetenschappelijke naam	Gebruikelijke naam	CBP-Protocol
<i>Allium cepa</i> L. (groep <i>Cepa</i>)	Ui en echalion	TP 46/2 van 1.4.2009
<i>Allium cepa</i> L. (<i>Aggregatum</i> -groep)	Sjalot	TP 46/2 van 1.4.2009
<i>Allium fistulosum</i> L.	Stengelui	TP 161/1 van 11.3.2010
<i>Allium porrum</i> L.	Prei	TP 85/2 van 1.4.2009
<i>Allium sativum</i> L.	Knoflook	TP 162/1 van 25.3.2004
<i>Allium schoenoprasum</i> L.	Bieslook	TP 198/1 van 1.4.2009
<i>Apium graveolens</i> L.	Bleekselderij	TP 82/1 van 13.3.2008
<i>Apium graveolens</i> L.	Knolselderij	TP 74/1 van 13.3.2008
<i>Asparagus officinalis</i> L.	Asperge	TP 130/2 van 16.2.2011
<i>Beta vulgaris</i> L.	Rode biet, inclusief <i>Cheltenham beet</i>	TP 60/1 van 1.4.2009
<i>Brassica oleracea</i> L.	Boerenkool	TP 90/1 van 16.2.2011
<i>Brassica oleracea</i> L.	Bloemkool	TP 45/2 van 11.3.2010
<i>Brassica oleracea</i> L.	Calabrische brocoli	TP 151/2 van 21.3.2007
<i>Brassica oleracea</i> L.	Spruitjes	TP 54/2 van 1.12.2005
<i>Brassica oleracea</i> L.	Koolrabi	TP 65/1 van 25.3.2004
<i>Brassica oleracea</i> L.	Savooiekool, wittekool en rode kool	TP 48/3 van 16.2.2011
<i>Brassica rapa</i> L.	Chinese kool	TP 105/1 van 13.3.2008
<i>Capsicum annuum</i> L.	Paprika of Spaanse peper	TP 76/2 van 21.3.2007
<i>Cichorium endivia</i> L.	Kruldandijvie en andijvie	TP 118/2 van 1.12.2005
<i>Cichorium intybus</i> L.	Cichorei voor de industrie	TP 172/2 van 1.12.2005
<i>Cichorium intybus</i> L.	Cichorei, andijvie (witlof)	TP 173/1 van 25.3.2004
<i>Citrullus lanatus</i> (Thumb.) Matsum. et Nakai	Watermeloen	TP 142/1 van 21.3.2007
<i>Cucumis melo</i> L.	Meloen	TP 104/2 van 21.3.2007
<i>Cucumis sativus</i> L.	Komkommer en augurk	TP 61/2 van 13.3.2008
<i>Cucurbita pepo</i> L.	Courgette	TP 119/1 van 25.3.2004
<i>Cynara cardunculus</i> L.	Artisjok en kardoen	TP 184/2 van 27.2.2013
<i>Daucus carota</i> L.	Wortel en voederwortel	TP 49/3 van 13.3.2008
<i>Foeniculum vulgare</i> Mill.	Knolvenkel	TP 183/1 van 25.3.2004
<i>Lactuca sativa</i> L.	Sla	TP 13/5 van 16.2.2011
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	Tomaat	TP 44/4 herz. Van 27.2.2013
<i>Petroselinum crispum</i> (Mill.) Nyman ex A. W. Hill	Peterselie	TP 136/1 van 21.3.2007
<i>Phaseolus coccineus</i> L.	Pronkboon	TP 9/1 van 21.3.2007
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	Stamboon en stokboon	TP 12/4 van 27.2.2013
<i>Pisum sativum</i> L. (partim)	Kreukzadige doperwt, rondzadige doperwt en peul	TP 7/2 van 11.3.2010
<i>Raphanus sativus</i> L.	Radijs, Rammenas	TP 64/2 van 27.2.2013
<i>Solanum melongena</i> L.	Aubergine	TP 117/1 van 13.3.2008
<i>Spinacia oleracea</i> L.	Spinazie	TP 55/5 van 27.2.2013
<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.	Veldsla	TP 75/2 van 21.3.2007
<i>Vicia faba</i> L. (partim)	Tuinboon	TP Broadbean/1 van 25.3.2004
<i>Zea mays</i> L. (partim)	Suikermais en pofmais	TP 2/3 van 11.3.2010

De tekst van deze protocollen ligt ter inzage op de website van het C.B.P. (www.cpvo.europa.eu).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassicatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2: lijst van de gewassen die moeten voldoen aan de U.P.O.V.-testrichtsnoeren

Landbouwgewassen

Wetenschappelijke naam	Gebruikelijke naam	U.P.O.V.-richtsnoer
<i>Beta vulgaris</i> L.	Voederbiet	TG/150/3 van 4.11.1994
<i>Agrostis canina</i> L.	Kruipend struisgras/heidestruisgras	TG/30/6 van 12.10.1990
<i>Agrostis gigantea</i> Roth.	Hoog struisgras	TG/30/6 van 12.10.1990
<i>Agrostis stolonifera</i> L.	Fioringras	TG/30/6 van 12.10.1990
<i>Agrostis capillaris</i> L.	Gewoon struisgras	TG/30/6 van 12.10.1990
<i>Bromus catharticus</i> Vahl	Paardengras	TG/180/3 van 4.4.2001
<i>Bromus sitchensis</i> Trin.	Alaskadravik	TG/180/3 van 4.4.2001
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Kropaar	TG/31/8 van 17.4.2002
<i>Festuca arundinacea</i> Schreber	Rietzwenkgras	TG/39/8 van 17.4.2002
<i>Festuca pratensis</i> Huds.	Beemdlangbloem	TG/39/8 van 17.4.2002
x <i>Festulolium</i> Asch. et Graebn.	Hybriden die het gevolg zijn van de kruising van een soort van het geslacht <i>Festuca</i> met een soort van het geslacht <i>Lolium</i>	TG/243/1 van 9.4.2008
<i>Phleum nodosum</i> L.	Klein timotheegras	TG/34/6 van 7.11.1984
<i>Phleum pratense</i> L.	Timotheegras	TG/34/6 van 7.11.1984
<i>Poa pratensis</i> L.	Veldbeemdgras	TG/33/6 van 12.10.1990
<i>Lotus corniculatus</i> L.	Rolklaver	TG/193/1 van 9.4.2008
<i>Lupinus albus</i> L.	Witte lupine	TG/66/4 van 31.3.2004
<i>Lupinus angustifolius</i> L.	Blauwe lupine	TG/66/4 van 31.3.2004
<i>Lupinus luteus</i> L.	Gele lupine	TG/66/4 van 31.3.2004
<i>Medicago sativa</i> L.	Luzerne	TG/6/5 van 6.4.2005
<i>Medicago</i> [00d7] <i>varia</i> T. Martyn	Bonte luzerne	TG/6/5 van 6.4.2005
<i>Trifolium pratense</i> L.	Rode klaver	TG/5/7 van 4.4.2001
<i>Trifolium repens</i> L.	Witte klaver	TG/38/7 van 9.4.2003
<i>Vicia faba</i> L.	Paardenboon/veldboon	TG/8/6 van 17.4.2002
<i>Vicia sativa</i> L.	Voederwikke	TG/32/7 van 20.3.2013
<i>Brassica napus</i> L. <i>var. napobrassica</i> (L.) Rchb.	Koolraap	TG/89/6 herz. van 4.4.2001 + 1.4.2009
<i>Raphanus sativus</i> L. <i>var. oleiformis</i> Pers.	Bladrammenas	TG/178/3 van 4.4.2001
<i>Arachis hypogea</i> L.	Grondnoot	TG/93/3 van 13.11.1985
<i>Brassica rapa</i> L. <i>var. silvestris</i> (Lam.) Briggs	Raapzaad	TG/185/3 van 17.4.2002
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	Saffloer	TG/134/3 van 12.10.1990
<i>Gossypium</i> spp.	Katoen	TG/88/6 van 4.4.2001
<i>Papaver somniferum</i> L.	Blauwmaanzaad	TG/166/3 van 24.3.1999
<i>Sinapis alba</i> L.	Gele mosterd	TG/179/3 van 4.4.2001
<i>Glycine max</i> (L.) Merrill	Sojaboon	TG/80/6 van 1.4.1998
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench	Sorgho	TG/122/3 van 6.10.1989

Groentegewassen

Wetenschappelijke naam	Gebruikelijke naam	U.P.O.V.-richtsnoer
<i>Beta vulgaris</i> L.	Snijbiet	TG/106/4 van 31.3.2004
<i>Brassica rapa</i> L.	Meiraap/stoppelknol	TG/37/10 van 4.4.2001
<i>Cichorium intybus</i> L.	Bladcichorei	TG/154/3 van 18.10.1996
<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne	Pompoen	TG/155/4 herz. van 28.3.2007 + 1.4.2009
<i>Rheum rhabarbarum</i> L.	Rabarber	TG/62/6 van 24.3.1999
<i>Scorzonera hispanica</i> L.	Schorseneer	TG/116/4 van 24.3.2010

Wetenschappelijke naam	Gebruikelijke naam	U.P.O.V.-richtsnoer
<i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum habrochaites</i> S. Knapp & D.M. Spooner; <i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum peruvianum</i> (L.) Mill.; <i>Solanum lycopersicum</i> L. x <i>Solanum cheesmaniae</i> (L. Ridley) Fosberg	Onderstammen tomatenenten	TG/294/1 van 20.3.2013

De tekst van deze richtsnoeren ligt ter inzage op de website van de U.P.O.V. (www.upov.int).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3 : kenmerken betreffende het onderzoek van de cultuut- of gebruikswaarde

1. Rendement
2. Weerstand tegen de schadelijke organismen.
3. Houding ten opzichte van de factoren van de fysieke omgeving.
4. Kwaliteitskenmerken.

De gebruikte methoden worden aangegeven bij de mededeling van de resultaten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2014/31500]

18 JUNI 2014. — Besluit van het Verenigd College houdende bepaling, wat de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreft, van de graden die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 79, § 1;

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen, inzonderheid op artikel 32, § 1, derde lid;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 26 april 2012 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd is doordat het Verenigd College op 26 april 2012 de nieuwe personeelsformatie van de Diensten van het Verenigd College heeft vastgesteld; dat, met het oog op de goede werking van bedoelde Diensten, het dringend geboden is dat het Verenigd College kan overgaan tot de nodige wervingen en bevorderingen; dat, met dit doel, de verschillende graden die een trap van de hiërarchie vormen dienen te worden bepaald;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31500]

18 JUIN 2014. — Arrêté du Collège réuni déterminant, en ce qui concerne les Services du Collège réuni de la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale, les grades qui constituent un même degré de la hiérarchie

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises notamment l'article 79, § 1^{er};

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, notamment l'article 32, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 26 avril 2012, fixant le cadre du personnel des Services du Collège réuni de la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence se justifie en ce que le Collège réuni a fixé le nouveau cadre du personnel des Services du Collège réuni, le 26 avril 2012; qu'il convient qu'en vue d'assurer la bonne marche de ces Services, le Collège réuni puisse sans délai procéder aux recrutements et promotions nécessaires; qu'à cet effet, il s'impose que les divers grades constituant un degré de la hiérarchie soient déterminés;